



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 25 AVRIL 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 25TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Cameo Converters Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 mars 1942, constituant en corporation: Frank Kishner, comptable, Fred Marcus, teneur de livres, et Morris Bernard Signer, gérant, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement exercer le commerce de tout coton, de la soie, lainage et autres sortes de vêtements pour femmes, demoiselles ou enfants, et généralement exercer le commerce en gros ou en détail, sous le nom de "Cameo Converters Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 9 mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

865

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Cameo Converters Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1942, incorporating: Frank Kishner, Accountant, Fred Marcus, Bookkeeper, and Morris Bernard Signer, Manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and otherwise deal in any cotton, silk, woollen or other kind of women's, misses' or children's wear for the wholesale or retail trade generally, under the name of "Cameo Converters Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

865-o

"Central Supply & Service Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 mars 1942, constituant en corporation: Joachim Redchuk, Volodymyr Lysobey, Peter Bereza, Ivan Twerdun et Volodimir Kryswaty, vendeurs de "pop-corn", tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de fournisseurs de denrées et marchandises, et accommoder de toutes manières les vendeurs ambulants de pop-corn et autres choses semblables.

Manufacturer, acheter, vendre et exercer le commerce des vivres et produits alimentaires de toutes sortes.

Exercer les opérations de remorquage, renflouage et sauvetage, sous le nom de "Central Supply & Service Co. Ltd." avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 10 mars 1942.

866 L. DÉSILETS, Assistant-procureur général.

"Chez Irvon Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 mars 1942, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen et Bernard S. Mergler, avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de marchands et commerçants, soit en gros ou en détail, de blouses, robes, vêtements-blancs, sous-vêtements, jupes, cols, mercerie, fournitures, manteaux, soieries, cotonnades, dentelle, marchandises à la pièce, vêtements et effets de toutes descriptions pour hommes, femmes et enfants, articles et marchandises se rapportant audit commerce, sous le nom de "Chez Irvon Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 9 mars 1942.

867 L. DÉSILETS, Assistant-procureur général.

"Classic Curtain Manufacturing Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1942, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph Malen, de la cité d'Outremont, tous trois avocats, du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, fabriquer, préparer et généralement faire le commerce de rideaux, couvre-lits, voiles, écharpes, coussins, draperies et nouveautés de

"Central Supply & Service Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1942, incorporating: Joachim Redchuk, Volodymyr Lysobey, Peter Bereza, Ivan Twerdun and Volodimir Kryswaty, pop-corn vendors, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of supplying materials and merchandise and of rendering services of any kind to pop-corn and other similar street vendors.

To manufacture, buy, sell and deal in foods and food products of any kind.

To carry on the business of towing, wrecking and salvaging, under the name of "Central Supply & Service Co. Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1942.

866-0 L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

"Chez Irvon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1942, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen and Bernard S. Mergler, Advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of merchants and dealers in, whether by wholesale or retail, shirt-waists, dresses, underwear, shirts, collars, haberdashers, supplies, coats, silks, cottons, laces, piecegoods, men's, women's and children's wearing apparel of every description and goods, wares and merchandise connected herewith, under the name of "Chez Irvon Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1942.

867-0 L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

"Classic Curtain Manufacturing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1942, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, both of the City of Montreal, and Joseph Malen, of the City of Outremont, all three Advocates, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, process, prepare and generally deal in curtains, bed-spreads, runners, muffleds, cushions, curtaining and novelties of all kinds and descriptions,

toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Classic Curtain Manufacturing Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux mars 1942.

L. DÉSILETS,
868 Assistant-procureur général.

"Classic Silk Underwear Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 12 mars 1942, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, Sydney Louis Kursner, tous deux avocats, et Joseph Bereuson, comptable, tous deux cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les affaires et le commerce de marchands détaillants et ou marchands en gros, manufacturiers, trafiquants, importateurs, exportateurs, commerçants et distributeurs de robes, blouses, chemises de nuit, manteaux, lingerie, sous-vêtements pour dames et enfants, bas et autres vêtements et de tous tissus, lainages, soie, toiles, cotonnades et toutes autres étoffes d'aucune description que ce soit, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Classic Silk Underwear Incorporated", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille dollars (\$95,000), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 12 mars 1942.

L. DÉSILETS,
869 Assistant-procureur général.

"Club Au Rabasca"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de mars 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Lucien Ringuet, dentiste, Charles Champoux, propriétaire d'Autobus Transport, tous deux de La Tuque, et Arthur McKenzie, propriétaire de clubs de chasse et de pêche, de Rivière-aux-Rats, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Entretenir et développer les meilleures relations sociales entre les membres;

Fournir aux membres une organisation pratique pour s'adonner aux sports de la chasse et de la pêche, sous le nom de "Club Au Rabasca".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à la Rivière-aux-Rats, dans le comté de Laviolette, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
870-o Assistant-procureur général.

under the name of "Classic Curtain Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
868-o Deputy Attorney General.

"Classic Silk Underwear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1942, incorporating: Irwin Aaron Frankel, Sydney Louis Kursner, both Advocates, and Joseph Bereuson, Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of retailers and/or wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, exporters, dealers and distributors of ladies' and children's dresses, waists, gowns, coats, lingerie, underwear, stockings and other apparel and of all textile materials, woollens, silk, linens, cottons and all other material of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same, under the name of "Classic Silk Underwear incorporated", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
869-o Deputy Attorney General.

"Club Au Rabasca"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Dr. Lucien Ringuet, dentist, Charles Champoux, owner of "Autobus Transport", both of La Tuque, and Arthur McKenzie, owner of hunting and fishing clubs, of Rivière-aux-Rats, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To maintain and develop better social relations amongst the members;

To provide the members with a practical organization devoted to the sport of hunting and fishing, under the name of "Club Au Rabasca".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation shall be at Rivière-aux-Rats, in the County of Laviolette, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
870 Deputy Attorney General.

**"Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée"
"Victory" Bus Lines, Ltd"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de mars 1942, constituant en corporation: Camille Charbonneau, garagiste et marchand d'automobiles, Roland Langlois, gérant, et Antonio Charbonneau, commis, tous trois de la paroisse de Ste-Rose, partie est, dans le comté de Laval, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxis, autocars, auto-camions, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés, faire circuler des omnibus-moteurs de toutes sortes et des auto-camions aux endroits et aux heures et soit sur des routes régulières ou pour des voyages spéciaux que la compagnie croira convenables et acquérir de tout gouvernement, municipalité ou corporation toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, autobus ou véhicules-moteurs qui peuvent être ou sont exploités pour transporter des passagers ou marchandises moyennant rémunération;

Assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, affermer et autrement faire le commerce et le trafic de véhicules-moteurs, camions tracteurs, auto-cars, autobus, omnibus, autobus de promenade, automobiles, motocyclettes, voitures, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et des accessoires et fournitures de moteurs et électriques, et faire les opérations générales d'un atelier de machines, réparer, améliorer et faire le commerce de toutes sortes de camions, voitures, véhicules, automobiles et moyens de transport de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles, jantes et bois, et faire la réparation générale et le remisage de voitures;

Pour les fins de la compagnie exercer les fonctions de camionneurs, fardiens, mécaniciens, et manufacturiers et ouvriers et commerçants de forces motrices et toute industrie dans laquelle l'usage ou l'application de la gazoline, l'air comprimé, l'électricité ou toute autre force motrice est ou peut être utile ou convenable;

Acheter, vendre, et faire le commerce et le trafic, soit en gros ou en détail, d'huile, graisse, gazoline, benzine, pétrole, dérivés du pétrole et de toutes sortes de produits et sous-produits du pétrole, et acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, administrer et exploiter des garages, des postes pour la vente de la gazoline, de l'huile et produits du pétrole, hangars, magasins, entrepôts et autres établissements similaires pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles, et de véhicules-moteurs de toutes les sortes et descriptions et classes et de tous les accessoires de toutes les sortes et descriptions, sous le nom de "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée"—"Victory" Bus Lines, Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Rose, partie est, dans le comté de Laval, P.Q., district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général. 871

**"Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée"
"Victory" Bus Lines, Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1942, incorporating: Camille Charbonneau, garage owner and automobile dealer, Roland Langlois, manager, and Antonio Charbonneau, clerk, all three of the parish of Ste-Rose, East Part, in the County of Laval, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate omnibuses, autobuses, taxi-cabs, automobiles, motor-trucks, motor vehicles or other means of public or private transportation, to run motor-buses of all kinds and motor-trucks to such places and at such hours and either on regular or special trips, which the company may deem expedient and to acquire from any government, municipality or corporation any franchise or right to operate omnibuses, autobuses or motor vehicles which may be or are operated for the transportation of passengers or merchandise for remuneration;

To assemble, import, export, purchase, sell, lease, rent and otherwise trade and deal in motor vehicles, trucks, tractors, automobiles, autobuses, omnibuses, sightseeing cars, automobiles, motorcycles, vehicles, means of transportation of all kinds and all the parts used in their construction, and also motors, engines, machinery of all kinds and accessories and motor supplies and electrical devices, and to carry on the business of a general machine shop, to repair, improve and deal in all kinds of trucks, carriages, vehicles, automobiles and means of transportation of all kinds, wheels, springs, axles, lamps, automobile accessories, rims, and wood, and to carry on the general repairing and storing of vehicles;

For the purposes of the company to carry on the business of truckmen, draymen, mechanics, and manufacturers and workmen and dealers in motive power and any industry in which the use or application of gasoline, compressed air, electricity or other motor power is or may be used or for which it may be suitable;

To purchase, sell and trade and deal in, whether wholesale or retail, oil, grease, gasoline, benzine, petroleum derivatives and all kinds of petroleum products and by-products, and to purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, stations for the sale of gasoline, oil and petroleum products, hangars, stores, warehouses and other similar establishments for the safekeeping, cleaning, repairing and general care of automobiles, and motor vehicles of all kinds and descriptions and classes and all the accessories of all kinds and descriptions, under the name of "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée"—"Victory" Bus Lines, Ltd", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Ste-Rose, East Part, in the County of Laval, P.Q., district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Conseil Provincial Interdiocésain de Tempérance"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de mars 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Achille Bellemare, directeur, et Adélarde Bouchard Le Bel, médecin, tous deux de la cité de Montréal, Jean-Charles Miller, médecin, de Mastai, Québec, Roland Millar, magistrat de district, de Hull, J. Augustin Girard, professeur, de Chicoutimi, Adélarde Tétrauld, médecin, des Trois-Rivières, et Jacques Cartier, avocat, de Saint-Jean, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Étudier les meilleurs moyens à prendre pour combattre l'alcoolisme et favoriser la tempérance;

Réunir documentation et statistiques sur la consommation et les ravages de l'alcool, sous le nom de "Conseil Provincial Interdiocésain de Tempérance".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de la corporation est de deux mille dollars (\$2,000.).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

872-o

"Conseil Provincial Interdiocésain de Tempérance"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Achille Bellemare, director, and Adélarde Bouchard Le Bel, physician, both of the city of Montreal, Jean Charles Miller, physician, of Mastai, Québec, Roland Millar, District Magistrate, of Hull, J. Augustin Girard, professor, of Chicoutimi, Adélarde Tétrauld, physician, of Trois-Rivières, and Jacques Cartier, advocate, of Saint-Jean, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To study the best methods to take to conquer alcoholism and to promote temperance;

To collect documentation and statistics on the consumption and ravages of alcohol, under the name of "Conseil Provincial Interdiocésain de Tempérance".

The amount to which the annual revenues of the corporation shall be limited to two thousand dollars (\$2,000).

The head office of the corporation shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

872

"Frederick B. Locker Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1942, constituant en corporation: J. Thomas Eastwood, contremaitre, Alex McPherson, comptable, et mademoiselle Evelyn Halse, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et détenir des actions, stocks, débetures, actions-débetures, bons, obligations et toutes autres valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée en corporation ou exerçant un commerce, et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, tous commissaires, tout corps public ou toute autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs, sous le nom de "Frederick B. Locker Incorporated", avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000), divisé en cinq-mille (5000) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

873

"Frederick B. Locker Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1942, incorporating: J. Thomas Eastwood, Foreman, Alex. McPherson, Accountant, and Miss Evelyn Halse, Secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and all other securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities, issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere, under the name of "Frederick B. Locker Incorporated", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

873-o

"Gallia Building Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1942, constituant en corporation: Frédéric-Auguste Bélique, avocat et conseil du Roi, résidant dans la cité d'Outremont, Jacques Bélique, avocat et recorder, René St-Pierre, comptable, ces deux derniers résidant à Ville LaSalle, Mlle Bertha Gauthier, sténogra-

"Gallia Building Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1942, incorporating: Frédéric Auguste Bélique, advocate and King's Counsel, residing in the city of Outremont, Jacques Bélique, advocate and recorder, René St-Pierre, accountant, both residing in the Town of LaSalle, Mlle Bertha Gauthier, stenographer,

phe, et Simon LaRue, comptable, ces deux derniers résidant dans la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, prendre en échange, posséder, détenir, prescrire ou autrement acquérir des immeubles ou toutes sortes d'intérêts dans des immeubles, y compris les bâtiments y construits, et de payer pour ces immeubles soit comptant, soit par actions, obligations ou autres effets mobiliers ou immobiliers de la compagnie.

Vendre, échanger, donner, louer et autrement disposer d'immeubles ou d'intérêts dans des immeubles, y compris les bâtiments y construits et d'accepter en paiement ou en échange toutes sortes de valeurs mobilières ou immobilières quelconques.

Construire, améliorer, modifier, réparer, louer, opérer et maintenir des bâtiments, constructions ou immeubles.

Faire affaires généralement comme compagnie immobilière, sous le nom de "Gallia Building Inc.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisée en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

874-o

and Simon LaRue, accountant, both residing in the city of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange, own, hold, prescribe or otherwise acquire immovables or all kinds of interests in immovables, including buildings thereon erected, and to pay for the said immovables either cash, or with shares, bonds or other movable or immovable effects of the company;

To sell, exchange, give, lease and otherwise dispose of immovables or interests in immovables, including the buildings erected thereon and to accept in payment or in exchange all kinds of movable or immovable securities whatsoever;

To construct, improve, alter, repair, lease, operate and maintain buildings, constructions or immovables;

To carry on the business of a real estate company in general, under the name of "Gallia Building Inc.", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900), divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is forty thousand dollars (\$40,000), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

874

"Heroux Machine Parts Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1942, constituant en corporation: Eugène Héroux, garagiste, Bertrand Héroux, surintendant et gérant, tous deux de la cité de Longueuil, district de Montréal, et Joseph-Arthur Héroux, comptable, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir et se charger, comme d'une firme en exploitation, du commerce et de l'entreprise jusqu'ici conduits dans la cité de Longueuil et ailleurs par Eugène Héroux faisant affaires comme garagiste et manufacturier seul et sous le nom de "Central Garage" avec tout l'actif et le passif d'icelui;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, voitures automobiles, motocyclettes, camions automobiles et toutes sortes de véhicules automobiles employés pour fins d'amusement ou de commerce et mus par de la gazoline ou tout substitut d'icelle ou par l'électricité;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes pièces et tous accessoires d'automobiles et de camions automobiles;

Exploiter un ou plusieurs garages, un ou plusieurs ateliers de réparation et un ou plusieurs postes d'essence et acheter, vendre et faire le commerce de la gazoline, huile, décarburants, liquides polisseurs et tout ou tous substituts d'aucun d'iceux;

Acheter, vendre, louer, exporter, importer et autrement faire le commerce et négoce, en gros ou en détail, de toutes machines, tous appareils,

"Heroux Machine Parts Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1942, incorporating: Eugène Héroux, Garage Owner, Bertrand Héroux, Superintendent and Manager, both of the City of Longueuil, in the District of Montreal, and Joseph-Arthur Héroux, Accountant, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Longueuil and elsewhere of Eugène Héroux doing business as a garage owner and manufacturer alone and under the name of Central Garage with all or any of the assets and liabilities thereof;

To manufacture, buy, sell and deal in automobiles, motor cars, motor cycles, auto trucks and all kinds of motor vehicles whether used for pleasure or commercial purposes and whether driven by gasoline or any substitute therefor or by electricity;

To manufacture, buy, sell and deal in all automobile and auto truck parts and accessories;

To operate a garage or garages, repair shop or shops and service station or stations and to buy, sell and deal in gasoline, oil, carbon removing fluids, polishing fluids and any substitute or substitutes for any of the same;

To buy, sell, lease, export, import and otherwise deal in and deal with, either by wholesale or retail, all machinery, apparatus, equipment,

outillage, accessoires ou pièces, matériaux et dispositifs, électriques, mécaniques, scientifiques ou autres, de toute nature, sorte et description quelconque utilisés pour ou relativement aux aéroplanes et avions de toutes sortes, pour ou à la construction de vaisseaux, munitions, industries métallurgiques, développements d'énergie électrique, voitures automobiles, canots automobiles, trains, ou relativement à tout genre de transport ou communication par terre, par air ou par eau, et toutes choses susceptibles d'être utilisées directement ou indirectement relativement à iceux, sous le nom de "Heroux Machine Parts Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept mars 1942.

L. DÉSILETS,
875 Assistant-procureur général.

"Industrial Production Services Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 7 mars 1942, constituant en corporation: Joseph James Harold, 5613, Queen Mary Road, Hampstead, avocat, John William Long, 34, avenue Glencoe, Outremont, avocat, et Catherine Ellen Grace, 292 ouest, Boulevard St-Joseph, Montréal, secrétaire et fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Agir à titre de conseiller dans toute organisation, gestion, commerce et administration d'une industrie; et

Exercer les affaires et le commerce comme machinistes et mécaniciens, manufacturiers de moteurs et autres appareils mécaniques, fabricants d'outils, fondeurs en cuivre, ouvriers en métallurgie, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, poseurs d'appareils à vapeur et à gaz, charpentiers, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, voituriers et marchands généraux;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et exercer le commerce de machines, instruments, matériel roulant et quincaillerie de toutes sortes; et

Exercer le commerce et les affaires de fabricants en fer, fabricants d'acier, manufacturiers de coke et fondeurs en fer, dans toutes leurs spécialités respectives et exercer le commerce et manufacturer tous autres métaux, du minerai aux produits ouvrés d'iceux, manufacturer, acheter, vendre et exercer le commerce de produits chimiques et toutes sortes de produits, objets et marchandises se rapportant et alliés aux affaires de la compagnie, sous le nom de "Industrial Production Services Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille dollars (\$1,000).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, le 7 mars 1942.

L. DÉSILETS,
876 Assistant-procureur général.

accessories or parts, materials and commodities, whether electrical or mechanical, scientific or otherwise, of every kind, character and description whatsoever used for or in connection with aeroplanes and flying machines of all kinds, or for or in connection with shipbuilding, munitions, metal industries, electric power developments, motor vehicles, motor boats, trains, or for or in connection with any form of conveyance or transportation of any kind, whether by land, air or water, and all things capable of being used directly or indirectly in connection therewith, under the name of "Heroux Machine Parts Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Longueuil, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
875-0 Deputy Attorney General.

"Industrial Production Services Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1942, incorporating: Joseph James Harold, 5613 Queen Mary Road, Hampstead, Advocate, John William Long, 34 Glencoe Avenue, Outremont, Advocate, and Catherine Ellen Grace, 292 St. Joseph Boulevard, West, Montreal, Secretary and spinster of the full age of majority, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as counselor on industrial organization, production, management, merchandising and administration; and

To carry on the business of machinists and mechanics and dealers in, manufacturers of engines and other mechanical devices, tool makers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood workers, builders, painters, metallurgists, electrical, carriers and general merchants;

To buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds; and

To carry on the trade and business of iron makers, steel makers, coke manufacturers and iron founders in all their respective branches and to deal in and manufacture all other metals from the ore to the finished product thereof, to manufacture, buy, sell and deal in chemicals and all kinds of goods, wares and merchandise relating and allied to the company's business, under the name of "Industrial Production Services Ltd."

The capital stock of the company is divided into two hundred (200) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand dollars (\$1,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
876-0 Deputy Attorney General.

"La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mars 1942, constituant en corporation: Adislas Jean, Paul-Henri Boivin, tous deux imprimeurs, et Paul-Emile Harvey, agent d'assurances, tous trois de St-Joseph d'Alma, dans le district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Commerce de papeterie, impression, reliure, service de librairie et accessoires, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée", avec un capital total de dix-huit mille dollars (\$18,000.00), divisé en trois cent soixante (360) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Joseph d'Alma, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
877-o Assistant-procureur général.

"La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1942, incorporating: Adislas Jean, Paul Henri Boivin, both printers and Paul Emile Harvey, insurance agent, all three of St-Joseph d'Alma, district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the stationery, printing and book-binding business, to deal in stationery and accessories, under the name of "La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée", with a total capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000), divided into three hundred and sixty (360) shares of a par value of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company shall be at St-Joseph d'Alma, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
877 Deputy Attorney General.

**"Le Guilde des Regrattiers du Québec"
"The Quebec Regraters' Guild"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mars 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Me Stanislas Germain, avocat, et Mesdemoiselles Hermance Felteau et Marguerite Déziel, secrétaires, tous trois de la cité de Québec, dans le district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir en une corporation tous les marchands de seconde main, regrattiers ou marchands de bric à brac, qu'ils fassent généralement ce commerce ou qu'ils se limitent à l'achat et à la vente de certaines catégories d'objets usagés pourvu qu'ils aient un magasin, une échoppe, un comptoir ou quelque autre établissement où ils poursuivent leur commerce de regrattiers, marchands de bric à brac ou marchands de seconde main, sous le nom de "Le Guilde des Regrattiers du Québec" — "The Quebec Regraters' Guild".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
878-o Assistant-procureur général.

**"Le Guilde des Regrattiers du Québec"
"The Quebec Regraters' Guild"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Me. Stanislas Germain, advocate, and Mesdemoiselles Hermance Felteau and Marguerite Déziel, secretaries, all three of the city of Quebec, in the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into a corporation all second-hand merchants, hucksters or dealers in bric à brac, whether carrying on a general business or limited to the purchase and sale of certain classes of used objects provided they have a store, a shop, a counter or any other kind of an establishment where they carry on their business of regraters, dealers in bric à brac, or second hand dealers, under the name of "Le Guilde de Regrattiers du Québec" — "The Quebec Regraters' Guild".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation shall be in the City of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
878 Deputy Attorney General.

"Leonore Sportwear Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6 mars 1942, constituant en corporation: Abe Wineck, tailleur, Léo Berkson, dessinateur, et mademoiselle Sadie Gersovitz, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le métier de manufacturiers, trafiquants, marchands en gros et en détail de vêtements pour dames et enfants, et vêtements de toutes sortes et description, et exercer le commerce de marchandises sèches, mar-

"Leonore Sportwear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1942, incorporating: Abe Wineck, Cutter, Leo Berkson, Designer, and Miss Sadie Gersovitz, Stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, retailers and dealers in ladies' and children's clothing and wearing apparel of every kind and description and to deal in dry goods, waterproof goods, silks, satins, trimmings,

chandises imperméables, soieries, satin, garnitures, tissus de toutes sortes et drap et généralement des marchandises de coton, et exercer les métiers de tailleurs, confectionneurs et drapiers, sous le nom de "Leonore Sportswear Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 6 mars 1942.

L. DÉSILETS,
879 Assistant-procureur général.

**"Les Industries Jacques Cartier Limitée"
"Jacques Cartier Industries Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mars 1942, constituant en corporation: Joseph-Henri Guerette, machiniste, Dame Zénaïde Jalbert Guerette, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Henri Guerette et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la ville de Longueuil, et Ernest Niquet, comptable, de la cité de Montréal, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement l'industrie de machiniste, fabricant et négociant en gros et détail de machines, machinerie et de leurs pièces et accessoires, sous le nom de "Les Industries Jacques Cartier Limitée"—"Jacques Cartier Industries Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze (\$19,995.00), soit \$10,000, divisé en 2,000 actions communes de \$5.00 chacune et \$9,995 divisé en 1,999 actions privilégiées de \$5.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Longueuil, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
880-o Assistant-procureur général.

"Mahon Munitions Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27 février 1942, constituant en corporation: John E. Crankshaw, avocat et conseil en Loi du Roi, Norman Saylor, avocat, et William Edward Smith, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacture, acheter, importer, échanger, exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de munitions, matériel de guerre y compris toutes pièces, accessoires et autres produits pour fin de guerre, sous le nom de "Mahon Munitions Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents actions d'une valeur au pair de \$100 dollars chacune, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars (\$20,000).

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 27 février 1942.

L. DÉSILETS,
881 Assistant-procureur général.

textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers, under the name of "Leonore Sportswear Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
879-o Deputy Attorney General.

**"Les Industries Jacques Cartier Limitée"
"Jacques Cartier Industries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1942, incorporating: Joseph Henri Guerette, machinist, Dame Zénaïde Jalbert Guerette, wife separate as to property by marriage contract of the said Joseph Henri Guerette and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the Town of Longueuil, and Ernest Niquet, accountant, of the city of Montreal, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general the business of machinist, manufacturer of and wholesale and retail dealer in machines, machinery and their parts and accessories, under the name of "Les Industries Jacques Cartier Limitée"—"Jacques Cartier Industries Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred and ninety-five dollars (\$19,995), whereof \$10,000 shall be divided into 2,000 common shares of \$5 each and \$9,995 divided into 1,999 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company shall be at Longueuil, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
880 Deputy Attorney General.

"Mahon Munitions Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1942, incorporating: John E. Crankshaw, Advocate and King's Counsel, Norman Saylor, Advocate, and William Edward Smith, Chartered Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, import, exchange, trade and deal in all kinds of munitions and accessories of war including all parts, accessories and other products relating thereto, under the name of "Mahon Munitions Limited".

The capital stock of the company is divided into two hundred shares of \$100. par value each, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be Twenty thousand dollars (\$20,000.).

The head office of the company will be at Montreal City, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1942.

L. DÉSILETS,
881-o Deputy Attorney General.

"Sentinel Securities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mars 1942, constituant en corporation: Norman Douglas Raymond, gérant, Charles Edward Everest et Arthur Davis, vendeur, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire à forfait, souscrire, négocier, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations ou débetures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque à charte, ou de toutes compagnie ou compagnies dûment constituées en corporations, sous le nom de "Sentinel Securities Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

882

"Sentinel Securities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1942, incorporating: Norman Douglas Raymond, Manager, Charles Edward Everest and Arthur Davis, Salesmen, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, trade in, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank, or of any other duly incorporated company or companies, under the name of "Sentinel Securities Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

882-0

"The Abbey Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1942, constituant en corporation: Edward Charles Abramowitz, Frank Struser, tous deux manufacturiers, Hyman Eric Feigelson et Nathaniel Leonard Rappaport, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, et généralement faire le commerce de parures de cou, cravates, écharpes, jarretières, bandes pour bras, jarretelles, ceintures, mercerie, vêtements et lingerie de toutes sortes, bas, chapeaux, casquettes, soieries, lainages, toiles, menus articles, tissus de toutes sortes, garnitures de maison et tous articles et commodités à l'usage personnel, sous le nom de "The Abbey Co.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quarante-neuf mille (49,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 est, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

883

"The Abbey Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1942, incorporating: Edward Charles Abramowitz, Frank Struser, both Manufacturers, Hyman Eric Feigelson and Nathaniel Leonard Rappaport, both Advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, and generally deal in neckwear, cravate, mufflers, garters, arm-bands, suspenders, belts, haberdashery, clothing and wearing apparel of all kinds, hosiery, hats, caps, silks, wollens, linens, notions, textile fabrics of all kinds, household fittings and all articles and commodities of personal apparel, under the name of "The Abbey Co.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into forty-nine thousand (49,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street East, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

883-0

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**"Publications Commerciales Françaises Ltée"
"French Commercial Publications Ltd"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour de

**"Publications Commerciales Françaises Ltée"
"French Commercial Publications Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1942, to

mars 1942, à la compagnie "Les Publications Françaises Commerciales, Ltée", ratifiant un règlement a) changeant son nom en celui de "Publications Commerciales Françaises Ltée"—"French Commercial Publications Ltd"; b) subdivisant en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00 chacune les 500 actions privilégiées de \$50.00 chacune qui composent son capital actuel; c) convertissant en 4,999 actions communes d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, les 4,999 actions ordinaires sans valeur au pair qui font partie du capital actuel; d) augmentant son capital par la création de 1,500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$10.00 chacune et par la création de 4,996 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées, et fixant à \$49,995.00 le capital de la compagnie, le tout suivant les articles 20 et suivants, 45, 52 et 54 et suivants de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
884-o Assistant-procureur général.

"Service Tooling Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour de mars 1942, changeant le nom de la compagnie "Service Machinery Co. Ltd." en celui de: "Service Tooling Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
885-o Assistant-procureur général.

the company "Les Publications Françaises Commerciales, Ltée", ratifying a by-law: a) changing the name of the company to that of "Publications Commerciales Françaises Ltée"—"French Commercial Publications Ltd"; b) subdividing into 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each the 500 preferred shares of \$50 each which comprise its present capital; c) converting into 4,999 common shares of a par value of \$1 each, the 4,999 common shares without par value which form part of the present capital; d) increasing its capital by the creation of 1,500 additional preferred shares of a par value of \$10 each and by the creation of 4,996 additional common shares of a par value of \$1 each, enumerating the privileges to be attached to the preferred shares and fixing the capital of the company at \$49,995, the whole pursuant to articles 20 and following, 45, 52 and 54 and following of Part I of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
884 Deputy Attorney General.

"Service Tooling Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 19, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1942, changing the name of the company "Service Machinery Co. Ltd." to that of: "Service Tooling Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
885 Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

VILLE DE BLACK LAKE

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 14 avril 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires dues à la corporation de la ville de Black Lake et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de Black Lake, MARDI le 12 MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales et scolaires consolidées, de même que toutes les taxes municipales non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er décembre 1941 et toutes les taxes scolaires non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er août 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Sales for Municipal Taxes

TOWN OF BLACK LAKE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 14th April, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of municipal and school taxes due the corporation of the Town of Black Lake and the School Commissioners for the municipality of the Town of Black Lake, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of Black Lake, TUESDAY the TWELFTH of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments of consolidated municipal taxes and school taxes, likewise all non-consolidated municipal taxes levied and due before the 1st of December, 1941 and all non-consolidated school taxes levied and due before the 1st of August, 1941, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION

FIRST SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

Immovables subject to right of withdrawal

Noms et subdivisions:

Names and subdivisions:

1.—Bellavance, Vve Hubert.....	1
2.—Cloutier, Philippe.....	½ 32, S.-O.
3.—Doyon, Odilon.....	50
4.—Chabot, A.-H.....	52
5.—O'Brien, Albert.....	13
6.—O'Brien, Albert.....	14
7.—Gouin, Théodore.....	60
8.—Roy, J.-P.....	282
9.—Angers, Philéas.....	¼ 77, N.-E.
10.—Cloutier, Philippe.....	96
11.—Cloutier, Napoléon.....	130
12.—Charpentier, Elphège.....	172
13.—Charland, Théodore.....	173
14.—Dubois, Albini.....	153
15.—Gouin, Léo.....	134
16.—Godbout, Herménégilde.....	169
17.—Houle, Jos. E.....	250
18.—Harton, Charles.....	½ 284, N.-O.
19.—Lacasse, Ludger.....	131
20.—Lacasse, Ludger.....	136
21.—Métivier, Albert.....	135
22.—Perreault, Vve Achille.....	177
23.—Vaillancourt, Donat.....	175
24.—Chabot, A.-H.....	156
25.—Chabot, A.-H.....	182
26.—Cryans, Frank.....	189
27.—Ouellet, Gédéon.....	188
28.—Turgeon, Arthur.....	¼ 79, S.-O.
29.—Bilodeau, Dme J.-E.....	246

1.—Bellavance, Wid. Hubert.....	1
2.—Cloutier, Philippe.....	S.W. ½ 32
3.—Doyon, Odilon.....	50
4.—Chabot, A.-H.....	52
5.—O'Brien, Albert.....	13
6.—O'Brien, Albert.....	14
7.—Gouin, Théodore.....	60
8.—Roy, J.-P.....	282
9.—Angers, Philéas.....	N. E. ¼ 77
10.—Cloutier, Philippe.....	96
11.—Cloutier, Napoléon.....	130
12.—Charpentier, Elphège.....	172
13.—Charland, Théodore.....	173
14.—Dubois, Albini.....	153
15.—Gouin, Léo.....	134
16.—Godbout, Herménégilde.....	169
17.—Houle, Jos. E.....	250
18.—Harton, Charles.....	N. W. ½ 284
19.—Lacasse, Ludger.....	131
20.—Lacasse, Ludger.....	136
21.—Métivier, Albert.....	135
22.—Perreault, Wid. Achille.....	177
23.—Vaillancourt, Donat.....	175
24.—Chabot, A.-H.....	156
25.—Chabot, A.-H.....	182
26.—Cryans, Frank.....	189
27.—Ouellet, Gédéon.....	188
28.—Turgeon, Arthur.....	S. W. ¼ 79,
29.—Bilodeau, Dame J. E.....	246

Les subdivisions des numéros d'ordre 1 à 29 inclusivement sont toutes du cadastre N° 322 du canton d'Irlande.

Subdivisions of numerical order 1 to 29 inclusively are all of the cadastre No. 322 of the Township of Ireland.

30.—Ainsley, Philéas.....	243
31.—Boucher, Théode.....	197
32.—Breton, William.....	227
33.—Chrétien, Raoul.....	13
34.—Dussault, Succ. France.....	39
35.—Gagnon, Alfred.....	52
36.—Lagueux, Succ. Hormisdas.....	249
37.—Bernier, Willy.....	60
38.—Bernier, Willy.....	75
39.—Grégoire, Alfred.....	246

30.—Ainsley, Philéas.....	243
31.—Boucher, Théode.....	197
32.—Breton, William.....	227
33.—Chrétien, Raoul.....	13
34.—Dussault, Est. France.....	39
35.—Gagnon, Alfred.....	52
36.—Lagueux, Est. Hormisdas.....	249
37.—Bernier, Willy.....	60
38.—Bernier, Willy.....	75
39.—Grégoire, Alfred.....	246

Les subdivisions des numéros d'ordre 30 à 39 sont toutes du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

The subdivisions of numerical order 30 to 39 are all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

40.—Lacroix, Georges, subd. 11, cad. 325, canton d'Irlande.

40.—Lacroix, Georges, Subd., 11, Cad. 325, Township Ireland.

Les immeubles désignés aux numéros d'ordre 1 à 40 inclusivement sont tous avec bâtisses.

The immoveables designated numerically from 1 to 40 inclusively are all with buildings.

41.—Grégoire, Alfred.....	300
42.—Grégoire, Alfred.....	299
43.—Grégoire, Alfred.....	298
44.—Grégoire, Alfred.....	297
45.—Grégoire, Alfred.....	296
46.—Grégoire, Alfred.....	295
47.—Grégoire, Alfred.....	294
48.—Grégoire, Alfred.....	293
49.—Grégoire, Alfred.....	292
50.—Grégoire, Alfred.....	...

41.—Grégoire, Alfred.....	300
42.—Grégoire, Alfred.....	299
43.—Grégoire, Alfred.....	298
44.—Grégoire, Alfred.....	297
45.—Grégoire, Alfred.....	296
46.—Grégoire, Alfred.....	295
47.—Grégoire, Alfred.....	294
48.—Grégoire, Alfred.....	293
49.—Grégoire, Alfred.....	292
50.—Grégoire, Alfred.....	...

Partie du lot 324 non subdivisé, situé entre le chemin cadastré N° 308 dudit lot 324 et la rivière Thetford, et de plus, les droits d'occupation que le propriétaire peut avoir sur la rue réservée, connue et désignée comme étant la subdivision N° 308 dudit lot 324, dudit cadastre du Canton d'Irlande, et de plus, tous les droits qu'il a sur les lots 302 et 303 de la subdivision du lot cadastral 324.

Part of lot 324 unsubdivided, situate between the road, cadastral No. 308, of said lot 324 and the Thetford River, and moreover, the rights of occupation which the owner may have on the reserved street, known and designated as being subdivision No. 308 of said lot 324, of said cadastre of the Township Ireland, and moreover, all the rights which he has on lots 302 and 303 of the subdivision of cadastral lot 324.

51.—Bernier, Willy.....	73
52.—Bernier, Willy.....	74
53.—Bernier, Willy.....	297A
54.—Bernier, Willy.....	298A
55.—Bernier, Willy.....	299A
56.—Bernier, Willy.....	300A
57.—Bernier, Willy.....	314
58.—Bernier, Willy.....	301A
59.—Bernier, Willy.....	302A
60.—Bernier, Willy.....	303A

51.—Bernier, Willy.....	73
52.—Bernier, Willy.....	74
53.—Bernier, Willy.....	297A
54.—Bernier, Willy.....	298A
55.—Bernier, Willy.....	299A
56.—Bernier, Willy.....	300A
57.—Bernier, Willy.....	314
58.—Bernier, Willy.....	301A
59.—Bernier, Willy.....	302A
60.—Bernier, Willy.....	303A

Les lots désignés aux numéros d'ordre 41 à 60 inclusivement sont des lots en culture, sans bâtisses et sont tous du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

The lots designated numerically 41 to 60 inclusively are farm lands without buildings and all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait.

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

1.—Roy, J. P.	99
2.—Roy, J. P.	202
3.—Roy, J. P.	183
4.—Roy, J. P.	220
5.—Roy, J. P.	221
6.—Gagné, Dame Jos. A.	108
7.—Laroche, Emilien	½ 151 S.-O.
8.—Ouellet, Gédéon	187
9.—O'Brien, Albert	226
10.—O'Brien, Albert	227
11.—Houle, Jos.-E.	251
12.—Bilodeau, Dme J. E.	245
13.—Bilodeau, Dme J. E.	60

Les subdivisions ci-dessous désignées sont toutes du cadastre N° 322 du Canton d'Irlande.

14.—Ainsley, Philéas	143
15.—Ainsley, Philéas	144
16.—Ainsley, Philéas	146
17.—Ainsley, Philéas	147
18.—Ainsley, Philéas	148
19.—Ainsley, Philéas	244
20.—Ainsley, Philéas	245
21.—Boucher, Théode	196
22.—Boucher, Théode	198
23.—Cloutier, Philippe	295A
24.—Chrétien, Raoul	12
25.—Chrétien, Raoul	46
26.—Côté, Louis	71
27.—Côté, Louis	72
28.—Daigle, Léo-Paul	77
29.—Daigle, Léo-Paul	78
30.—Daigle, Léo-Paul	79
31.—Daigle, Léo-Paul	80
32.—Bernier, Willy	81
33.—Bernier, Willy	82
34.—Bernier, Willy	83
35.—Grégoire, Alfred	225
36.—Grégoire, Alfred	226
37.—Grégoire, Alfred	242
38.—Bernier, Willy	...

La subdivision N° 51-324, à l'exception d'une partie située au coin nord de ladite subdivision, 50 pieds de front sur la rue qui porte le numéro 324-84 et 100 pieds de profondeur le long de la rue qui porte le numéro 324-50, laquelle partie a été louée à Théophile Chrétien par le bail emphytéotique enregistré à Inverness, sous le N° 46275.

Les subdivisions des numéros d'ordre 14 à 38 inclusivement sont toutes du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

39.—Bernier, Willy	38
40.—Bernier, Willy	39
41.—Bernier, Willy	34
42.—Champagne, Honoré	Partie

Un morceau de terrain de 134 pieds de front par 200 pieds de profondeur, faisant partie du lot 325, borné en front par le chemin de St-Ferdinand, au nord-ouest par Philippe Dubois, au nord-est par Narcisse Boulanger et au sud-est par J.-Louis Malenfant.

43.—Gagné, Alfred Partie |

Un terrain de 75 pieds de front par 200 pieds de profondeur, borné en front par le chemin de St-Ferdinand, au sud par Henri Daigle ou représentants, en profondeur au terrain de Théodore Gagnon ou représentants, au nord-ouest par Elzéar Simoneau, avec dépendances.

44.—Georges Lacroix, Subdivision 11.

Les subdivisions désignées aux numéros d'ordre de 39 à 44 inclusivement sont toutes du cadastre N° 325 du Canton d'Irlande.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Le présent avis annule et remplace celui publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 avril 1942.

Donné à Black Lake, ce 14ème jour d'avril 1942.

Le secrétaire-trésorier,
829-16-2-o (Signé) J. O. LAPLANTE.

SECOND SECTION

Immovables not subject to right of withdrawal.

Pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the above described immovables is final and withdrawal cannot be exercised, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

1.—Roy, J. P.	99
2.—Roy, J. P.	202
3.—Roy, J. P.	183
4.—Roy, J. P.	220
5.—Roy, J. P.	221
6.—Gagné, Dame Jos. A.	108
7.—Laroche, Emilien	S. W. ½ 151
8.—Ouellet, Gédéon	187
9.—O'Brien, Albert	226
10.—O'Brien, Albert	227
11.—Houle, Jos. E.	251
12.—Bilodeau, Dame J. E.	245
13.—Bilodeau, Dame J. E.	60

The above described subdivisions are all of cadastre No. 322 of the Township Ireland.

14.—Ainsley, Philéas	143
15.—Ainsley, Philéas	144
16.—Ainsley, Philéas	146
17.—Ainsley, Philéas	147
18.—Ainsley, Philéas	148
19.—Ainsley, Philéas	244
20.—Ainsley, Philéas	245
21.—Boucher, Théode	196
22.—Boucher, Théode	198
23.—Cloutier, Philippe	295A
24.—Chrétien, Raoul	12
25.—Chrétien, Raoul	46
26.—Côté, Louis	71
27.—Côté, Louis	72
28.—Daigle, Léo-Paul	77
29.—Daigle, Léo-Paul	78
30.—Daigle, Léo-Paul	79
31.—Daigle, Léo-Paul	80
32.—Bernier, Willy	81
33.—Bernier, Willy	82
34.—Bernier, Willy	83
35.—Grégoire, Alfred	225
36.—Grégoire, Alfred	226
37.—Grégoire, Alfred	242
38.—Bernier, Willy	...

Subdivision No. 51-324, with the exception of a part situate at the North corner of the said subdivision, 50 feet in front on the street bearing No. 324-84 and 100 feet in depth along the street bearing No. 324-50, the said part was leased to Théophile Chrétien on emphyteutic lease registered at Inverness, under No. 46275.

The subdivisions numerically from 14 to 38 inclusively are all of the cadastre No. 324 of the Township Ireland.

39.—Bernier, Willy	38
40.—Bernier, Willy	39
41.—Bernier, Willy	34
42.—Champagne, Honoré	Part

A parcel of land of 134 feet in front by 200 feet in depth, forming a part of lot 325, bounded in front by the St. Ferdinand Road, on the North-West by Philippe Dubois, on the North-East by Narcisse Boulanger and on the South-East by J. Louis Malenfant.

43.—Gagné, Alfred Part |

A lot of land 75 feet in front by 200 feet in depth, bounded in front by the St. Ferdinand Road, on the South by Henri Daigle, or representatives, in depth by the land of Théodore Gagnon or representatives, on the North-West by Elzéar Simoneau — with dependencies.

44.—Georges Lacroix, Subdivision 11.

The subdivisions designated numerically from 39 to 44 inclusively are all of the cadastre No. 325 of the Township Ireland.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The present notice annuls and replaces the one published in the *Quebec Official Gazette* of the 11th of April, 1942.

Given at Black Lake, this 14th day of April, 1942.

(Signed) J. O. LAPLANTE,
829-16-2 Secretary-Treasurer.

LA CITÉ DE JOLIETTE

THE CITY OF JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Camille Bonin, secrétaire-trésorier de la cité de Joliette, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues en l'Hôtel de Ville de la dite cité le JEUDI, VINGT ET UNIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent quarante-deux à DIX heures de l'avant midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, avec intérêts, ainsi que les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1a. Comme appartenant à Mireault Joseph, succession, un terrain portant le numéro cinquante-trois (53) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$0.92; scolaires, \$2.00; total, \$2.92.

1b. Comme appartenant à Mireault Joseph, succession, un terrain portant le numéro cinquante-quatre (54) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$0.92; scolaires, \$2.00; total, \$2.92.

2a. Comme appartenant à Dorion J.-D., succession, un lot portant le numéro cinquante-neuf (59) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$10.89; scolaires \$5.00; total \$15.89.

2b. Comme appartenant à Dorion J. D., succession, un lot portant le numéro cent quatre (104) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$1.78; scolaires, \$2.00; total \$3.78.

3. Comme appartenant à Abracen David, un terrain portant les numéros quinze (15), seize (16), et dix-sept (17) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-huit (548) du cadastre de la ville de Joliette, avec bâtisses. Taxes: municipales, \$22.25; scolaires, \$18.95; total \$41.20.

4. Comme appartenant à Nicoletti Florent, succession, un terrain faisant partie des lots numéros deux cent soixante et onze (271) et deux cent soixante-douze (272) (p2-171 & p2-172) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit terrain, quatre-vingt-quatorze pieds de largeur sur cent dix-sept et demi de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: à un bout par la rue du Grand Nord, à l'autre bout, au surplus des lots Nos 2-171 et 2-172, d'un côté à la rue St-Edouard et de l'autre côté, au N° 2-173, sans bâtisse. Taxes: municipales \$4.83; scolaires \$5.64; total \$10.47.

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Joliette, ce vingt et un avril, mil neuf cent quarante-deux.

900-17-2-o

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

Public notice is hereby given by the undersigned, Camille Bonin, Secretary-Treasurer of the City of Joliette, that the properties herein-after designated shall be sold in the City Hall of the said city, THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal, school and other taxes, with interest, as well as the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

1a. As belonging to Mireault Joseph, Estate: A lot of land bearing number fifty-three (53) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$0.92; School \$2.00; Total \$2.92.

1b. As belonging to Mireault Joseph, Estate: A lot of land bearing number fifty-four (54) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$0.92; School, \$2.00; Total \$2.92.

2a. As belonging to Dorion, J. D., Estate: A lot bearing number fifty-nine (59) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$10.89; School, \$5.00; Total, \$15.89.

2b. As belonging to Dorion, J. D., Estate: A lot bearing number one hundred and four (104) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal, \$1.78; School, \$2.00; Total \$3.78.

3. As belonging to Abracen David: A lot of land bearing numbers fifteen (15), sixteen (16), and seventeen (17) of the subdivision of lot number five hundred and forty-eight (548) of the cadastre of the Town of Joliette. With buildings. Taxes: Municipal \$22.25; School \$18.95; Total \$41.20.

4. As belonging to Nicoletti Florent, Estate: A lot of land forming part of lots numbers two hundred and seventy-one (271) and two hundred and seventy-two (272) (Pt. 2-171 & Pt. 2-172) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre of the Town of Joliette, measuring, the said lot of land, ninety-four feet in width by one hundred and seventeen and one half in depth, English measure, and bounded as follows: at one end by Grand Nord street, at the other end, by the surplus of lots Nos. 2-171 and 2-172, on one side by St-Edouard street, and on the other side by No. 2-173—without buildings. Taxes: Municipal \$4.83; School \$5.64; Total \$10.47.

Immediate payment shall be exacted from the adudicator for his purchase.

Given at Joliette, this twenty-first of April, one thousand nine hundred and forty-two.

900-17-2

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer.

Avis divers

Miscellaneous Notices

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "L'Association des Employés Genest, Nadeau Limitée de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la pro-

The formation of a professional association, under the name of "L'Association des Employés Genest, Nadeau Limitée de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession,

fession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 avril 1942.

Le siège social de l'association est et sera dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, en la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
887-0 JEAN BRUCHESI.

AVIS DE RACHAT D'OBLIGATIONS

Avis est par les présentes donné que le conseil municipal de la paroisse de Trois Pistoles rachètera au pair, le 1er juin prochain 1942, les obligations de son règlement N° 6-A, émises en 1932 et non encore remboursées. Les porteurs des dites obligations devront, à cette date, les présenter pour paiement avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier juin 1942.

Le secrétaire trésorier,
888-0 PHILIPPE MICHAUD.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1942, les règlements de "L'Association de la Croix de Lorraine, Inc." ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 avril 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
890-0 JEAN BRUCHESI.

"L'ASSOCIATION DE LA CROIX DE LORRAINE, INC."

Règlement No 4

"L'Association est administrée par un Conseil composé de seize (16) membres: un président, un vice-président (de langue française), un vice-président (de langue anglaise), un secrétaire, un trésorier, cinq conseillers (dont un de langue anglaise), cinq conseillères (dont une de langue anglaise), et du président sortant de charge."

Le président,
(Signé) ÉMILE SIMARD.

Le secrétaire,
891-0 ERIC-H. LEDUC.

Avis par les présentes est donné par la Corporation Municipale de la Ville de Matane, érigée suivant la Loi Générale des Cités et Villes, chapitre 102 S.R.P.Q. 1925 le 28 décembre 1937, qu'elle entend se prévaloir de l'article 173 de la dite Loi, pour demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la permission de changer la date de la mise en nomination des candidats aux différents sièges du Conseil Municipal et des élections de ces derniers, pour que la mise en nomination se fasse à l'avenir le 25 mars tous les deux ans à partir de 1943, et pour que l'élection ait lieu le premier jour juridique d'avril suivant.

Le dit avis est donné conformément à l'article 173 de la dite Loi, et devra être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié durant le même laps de temps, de la même manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité.

Donné dans la Ville de Matane, ce 18ième jour d'avril 1942.

(Sceau) Le secrétaire-trésorier,
893-17-4-0 ERNEST MERCIER.

has been authorized by the Provincial Secretary the 15th of April, 1942.

The principal place of business of the association is and shall be in the city of Sherbrooke, district of Saint-François, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
887 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF REDEMPTION OF BONDS

Notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of Trois Pistoles shall redeem at par, on the 1st of June next, 1942, the bonds of its By-Law No. 6-A, issued in 1932 and not yet redeemed. The holders of the said bonds shall, on the said date, present them for payment with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest on and from the first June, 1942.

PHILIPPE MICHAUD,
888 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the 17th April, 1942, the By-laws of "L'Association de la Croix de Lorraine, Inc.", have been approved, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 18th April, 1942.

JEAN BRUCHESI,
890 Under Secretary of the Province.

"L'ASSOCIATION DE LA CROIX DE LORRAINE, INC."

By-Law No. 4

The Association shall be administered by a Board of directors composed of sixteen (16) members: one President, one Vice-President (French-speaking), one Vice President (English-speaking), one Secretary, one Treasurer, five councillors (one of the latter to be English-speaking), five lady councillors (one to be English-speaking), and the retiring President.

(Signed) ÉMILE SIMARD,
President.

" ERIC H. LEDUC,
891 Secretary.

Notice is hereby given by the Municipal Corporation of the Town of Matane, erected in conformity with the Cities' and Towns' general Act, chapter 102, R.S.P.Q., 1925 the 28th of December, 1937, that it intends to avail itself of the privileges of article 173 of the said Act, to request the Lieutenant-Governor in Council, the permission to change the date of the nomination of the candidates for the various seats in the Municipal Council and the election of the said candidates, so that the nomination shall in the future take place on the 25th March every two years starting in 1943, and the election shall be held the first juridical day of April following.

The said notice is given in conformity with article 173 of the said Act, and shall be inserted during four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, and shall be published for the same length of time, in the same manner, as publications of public notices in the municipality.

Given in the Town of Matane, this 18th day of April 1942.

(Seal) ERNEST MERCIER,
893-17-4 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE LAROUCHE

SCHOOL CORPORATION OF THE PARISH OF LAROUCHE

AVIS AUX CRÉANCIERS

NOTICE TO CREDITORS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique N° 3 de la Commission municipale de Québec, que la commission scolaire de la paroisse de Larouche, comté de Chicoutimi, soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "b" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu aux bureaux de la Commission municipale de Québec, à l'Hôtel de Ville de Chicoutimi, à Chicoutimi, vendredi le 29 mai 1942 à 12.00 heures P.M. (midi).

Notice is hereby given, under rule of practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, that the School Corporation of the Parish of Larouche, County of Chicoutimi, shall submit, in conformity with the provisions of paragraph "b" of Article 49 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held at the Quebec Municipal Commission office, City Hall of Chicoutimi, at Chicoutimi, on Friday, May 29, 1942, at 12.00 o'clock, P.M. (noon).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à la dite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

The interested creditors are invited to be present at the said meeting for the purpose of declaring their opposition, if any, to the plan to be submitted.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée, devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire.

The creditor present, in order to have the right to vote at the said meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a Bank, a Trust Company or a Notary.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule N° 2 de la règle de pratique N° 3 de la Commission municipale de Québec.

The certificate of deposit and the power of attorney must correspond with the Form 2 of the rule of practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Interested parties may secure a copy of the plan of the financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, upon request addressed to the Secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec.

Daté à Larouche, ce 22 avril 1942.

Dated at Larouche, this 22nd day of April, 1942.

La commission scolaire de la paroisse de Larouche,
Par le secrétaire-trésorier,
895-o ANTONIO DELISLE.

The School Corporation of the Parish of Larouche,
Per: ANTONIO DELISLE,
895-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

PAROISSE DE LAROUCHE

PARISH OF LAROUCHE

AVIS AUX CRÉANCIERS

NOTICE TO CREDITORS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique N° 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale de la paroisse de Larouche, comté de Chicoutimi, soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "b" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu aux bureaux de la Commission municipale de Québec, à l'Hôtel de Ville de Chicoutimi, à Chicoutimi, vendredi le 29 mai 1942 à 10.30 heures A.M. (heure avancée).

Notice is hereby given, under rule of practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, that the Municipal Corporation of the Parish of Larouche, County of Chicoutimi, shall submit, in conformity with the provisions of paragraph "b" of Article 49 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held at the Quebec Municipal Commission office, City Hall of Chicoutimi, at Chicoutimi, on Friday, May 29, 1942, at 10.30 o'clock, A.M. (Daylight Saving Time).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à la dite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

The interested creditors are invited to be present at the said meeting for the purpose of declaring their opposition, if any, to the plan to be submitted.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée, devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire.

The creditor present, in order to have the right to vote at the said meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a Bank, a Trust Company or a Notary.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule N° 2 de la règle de pratique N° 3 de la Commission municipale de Québec.

The certificate of deposit and the power of attorney must correspond with the Form 2 of the rule of practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à Larouche, ce 22 avril 1942.

La paroisse de Larouche,
Par le secrétaire-trésorier,
896-o ANTONIO DELISLE. 896-o

PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-LA-DORÉ
Comté de Lac St-Jean- Ouest

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 65, ont été tirées au sort par anticipation:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-32, 33, 44, 79 et 80.

Dénomination de \$500.00:—Nos D-30, 31, 36, 47, 52, 80, 83, 92 et 95.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juillet 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
901-o ZÉPHIRIN DALLAIRE. 901-o

PAROISSE DE ST-AMBROISE
Comté de Chicoutimi.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 58, ont été tirées au sort, par anticipation.

Dénomination de \$100.00:—Nos C-1, 16, 28, 30, 37 et 38.

Dénomination de \$500.00:—Nos D-13, 15, 18, 28, 31 et 32.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juin 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
902-o ART. E. ASSELIN. 902-o

CANTON TACHÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 41, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:— Nos C-17, 27 et 28.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juin 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
903-o J. A. TREMBLAY. 903-o

CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION

Règlement "A"

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à sept (7) et l'article VI des règlements de la compagnie est amendé par la substitution du mot "sept" au mot "trois" où ce dernier apparaît y maintenant."

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de "Circo Employees Securities Corporation", certifie, par le présent, sous ma signature et le sceau corpora-

Interested parties may secure a copy of the plan of the financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, upon request addressed to the Secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec.

Dated at Larouche, this 22nd day of April, 1942.

The Parish of Larouche,
Per: ANTONIO DELISLE,
Secretary-Treasurer.

PARISH OF NOTRE-DAME-DE-LA-DORÉ
County of Lake St. John West.

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-Law No. 65, have been drawn by lots, by anticipation:

Dénomination of \$100.00:—Nos. C-32, 33, 44, 79 and 80.

Dénomination of \$500.00:—Nos. D-30, 31, 36, 47, 52, 80, 83, 92 and 95.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1942, from which date they shall cease to bear interest.

ZÉPHIRIN DALLAIRE,
Secretary-Treasurer.

PARISH OF SAINT-AMBROISE
County of Chicoutimi.

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-Law No. 58, have been drawn by lots, by anticipation.

Dénomination of \$100.00:—Nos. C-1, 16, 28, 30, 37 and 38.

Dénomination of \$500.00:—Nos. D-13, 15, 18, 28, 31 and 32.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1942, from which date they shall cease to bear interest.

ART. E. ASSELIN,
Secretary-Treasurer.

TOWNSHIP TACHÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-Law No. 41, have been drawn by lots:

Dénomination of \$100.00:—Nos. C-17, 27 and 28.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1942, from which date they shall cease to bear interest.

J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION

By-Law "A"

"The number of the Directors of the Company is increased from three (3) to seven (7) and Article VI of the by-laws of the Company is amended by substituting the word "seven" for the word "three" where the latter now appears therein."

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of Circo Employees Securities Corporation, hereby certify under my hand and the corporate seal

tif de la compagnie que le susdit avis est une copie conforme de son règlement "A".

Daté à Montréal, P.Q., le 19 février 1942.

Le secrétaire-trésorier,
J. G. CAMPBELL.

920

of the Company that the foregoing is a true copy of its By-Law "A".

Dated at Montreal, P.Q., this 19th day of February, 1942.

J. G. CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.

920-o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 209302. Agnes Mac-Fadzen Frew, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jack Joseph, du même lieu, demanderesse; vs Jack Joseph, agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 avril 1942.

Montréal, 17 avril 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
GREENBLATT & GODINSKY

886

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 209302. Agnes Mac-Fadzen Frew, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Jack Joseph of the same place, plaintiff; vs Jack Joseph, agent, of the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 15th day of April, 1942.

Montreal, April 17th, 1942.

GREENBLATT & GODINSKY,
Attorneys for plaintiff.

886-o

Province de Québec, District de Hull, Cour Supérieure. N° 7651. Dame Irène Charette, épouse commune en biens d'Aldoria (Léo) Viau, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Aldoria (Léo) Viau, chauffeur, des cité et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25ième jour de mars 1942.

Hull, le 15 avril 1942.

Le procureur de la demanderesse,
FRANÇOIS CARON.

894-o

Province of Quebec, District of Hull, Superior Court. No. 7651. Dame Irène Charette, wife common as to property, of Aldoria (Léo) Viau, duly authorized to appear in justice, plaintiff; vs the said Aldoria (Léo) Viau, chauffeur, of the city of Hull, district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on the 25th day of March 1942.

Hull, April 15th, 1942.

FRANÇOIS CARON,
Attorney for Plaintiff.

894-o

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board and property

Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 9368. Dame Rosanna Tremblay, épouse commune en biens de Alfred Lavallée, de Chicoutimi, briqueteur, District de Chicoutimi, a pris une action en séparation de corps et de biens en cette cause le 14 avril, 1942.

Chicoutimi, 20 avril 1942.

Le procureur de la demanderesse,
LS.-P. GIRARD.

904-o

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 9368. Dame Rosanna Tremblay, wife common as to property of Alfred Lavallée, of Chicoutimi, bricklayer, district of Chicoutimi, has taken an action in separation as to bed and board in this case on April the 14th, 1942.

Chicoutimi, April 20th, 1942.

LS. P. GIRARD,
Attorney for plaintiff.

904-o

Assurances

Insurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham" dans le comté de Drummond, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham" in the county of Drummond has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mer-

risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce seizième jour d'avril 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
843-16-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie" dans le comté municipal de Berthier a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce vingtième jour d'avril 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
905-17-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

Bureau-Chef

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The James Hodge Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes le 31 août 1935 en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal au N° 1187 rue Bleury où son bureau était situé jusqu'aujourd'hui, l'a déménagé à 358 ouest, rue St-Paul, Montréal.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 20 avril, 1942.

Le secrétaire,
GEO. HODGE.
921

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Parc St-Christophe Limitée faisant affaire à Montréal, incorporée par lettres patentes de la Province de Québec en date du vingt huit janvier mil neuf cent vingt-quatre, a décidé de demander l'annulation de sa charte et s'adressera au lieutenant-gouverneur pour en obtenir l'autorisation.

Les intéressés sont priés de se comporter en conséquence.

Montréal, ce 16 avril 1942.

Le sec.-trés.,
Z. ODESSA TOURANGEAU.
889-0

cantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this sixteenth day of April 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
843-16-2-0 For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie" in the municipal county of Berthier has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this twentieth day of April 1942.

Superintendent of Insurance,
GEORGES LAFRANCE,
905-17-2-0 For the Treasurer of the Province.

Chief-Office

Notice is hereby given that The James Hodge Company Limited incorporated by letters patent on 31st August 1935, under the Quebec Companies Acts and having its head office in Montreal at 1187 Bleury Street there where its office was situated up to today, has moved it to 358 St. Paul Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 20th day of April 1942.

GEO. HODGE,
Secretary.
921-0

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that the company "Parc St-Christophe Limitée" carrying on business at Montreal, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth of January, one thousand nine hundred and twenty-four, has decided to apply for the surrender of its charter and shall apply to the Lieutenant-Governor for the authorization of same.

Interested parties are requested to act accordingly.

Montreal, April 16, 1942.

Z. ODESSA TOURANGEAU,
Secretary-Treasurer.
889

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Automobiles de Louage Granby Limitée" dûment constituée par lettres patentes de la Province de Québec, en date du 11 mai 1937, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Fait à Granby, ce 14ième jour d'avril 1942.
Le président,
906-o J. H. DAVIGNON.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie Clot Processes Limited s'adressera au Procureur Général et au Ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 20ième jour d'avril 1942.
Le secrétaire,
907-o YVES TESSIER.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie Chronicle-Telegraph Publishing Company, Limited s'adressera au Procureur Général et au Ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 20ième jour d'avril 1942.
Le secrétaire,
908-o YVES TESSIER.

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies Act that "Automobiles de Louage Granby Limitée" duly incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated May 11th. 1937, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for permission to surrender the said charter.

Dated at Granby, this 14th day of April 1942.
J. H. DAVIGNON,
906-o President.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies' Act that Clot Processes Limited, will make application to the Attorney-General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 20th day of April, 1942.
YVES TESSIER,
907-o Secretary.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies' Act that Chronicle-Telegraph Publishing Company, Limited, will make application to the Attorney-General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 20th day of April, 1942.
YVES TESSIER,
908-o Secretary.

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° C-42

Ordinance No. C-42

Correction

Correction

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Excerpt from the Minutes of the Meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 21 avril 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, 21st April, 1942, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the forenoon.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Attendu que dans l'ordonnance N° C-42, telle que publiée dans la Gazette officielle du 18 avril 1942, les mots: "d'une chopine et" ont été omis après le mot "bouteilles", dans la deuxième ligne du deuxième paragraphe de la version française:

Whereas in ordinance No. C-42, as published in the Official Gazette of April 18th, 1942, the words "d'une chopine et" were omitted after the word "bouteilles", in the second line of the second paragraph of the French version:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

THE COMMISSION ENACTS AS FOLLOWS:

Que ladite version française de ladite ordonnance soit modifiée en y ajoutant, à l'endroit indiqué ci-dessus, les mots: "d'une chopine et".

That the said French version of the said ordinance be amended by adding, at the place indicated above, the words: "d'une chopine et".

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente correction dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of the said Commission is charged with the publication of the present correction in the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 23 avril, 1942.

926-o

Quebec, April 23, 1942.

926

Demandes à la législature

Applications to Legislature

CITÉ DE MONTRÉAL

CITY OF MONTREAL

Avis supplémentaire

Supplementary notice

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications additionnelles à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: terme d'office du conseil; qualifications pour élection et droit de siéger au conseil; établissement d'un couvre-feu; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal; rapport financier, coût du nettoyage des rues, examen des livres; indemnité du chef du conseil et des conseillers; préparation de l'ordre du jour des séances du conseil; représentation de la ville à la Commission métropolitaine de Montréal; emprunts: approbation des électeurs, limitation du pouvoir; taxes: intérêt, pompes à essence; commission du service municipal; crédit urbain.

Le greffier de la Cité,
J.-ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de ville, Montréal, 25 avril 1942.
897-17-4-o

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session for certain additional amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: Council's term of office; qualifications for election and right to sit in Council; establishment of a curfew; Montreal Tramways Company's contract; financial report, cost of street cleaning, inspection of books; indemnity to Leader of Council and to Councillors; preparing of order of the day of Council meetings; City's representation on the Montreal Metropolitan Commission; loans: approval of electors, limit of power; taxes: interest, gasoline pumps; municipal service commission; urban credit.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall, Montreal, April 25th, 1942.
897-17-4-o

Avis est par les présentes donné que Bagamac Mines Ltd présentera des amendements au Bill N° 104 modifiant la Charte de la Ville de Rouyn à la présente Session de la Législature de la Province de Québec, aux fins que la dite compagnie soit autorisée à annuler la subdivision de terrains lui appartenant en lots Nos 1537 à 1812 de la Ville de Rouyn et à fixer l'évaluation de ces terrains à l'acre; et aussi pour autoriser la Ville de Rouyn à acheter de la dite compagnie les lots Nos 1980 à 1996 sur l'avenue Lakeshore, dans la Ville de Rouyn, pour un parc public et à payer le prix d'achat par versements, pendant une période de 20 ans sans intérêt, les dits versements annuels devant être déduits des taxes municipales payables par la compagnie.

Québec, 20 avril 1942.

Les procureurs de Bagamac Mines Ltd,
909-17-2-o TASCHEREAU, PARENT & CANNON.

Notice is hereby given that Bagamac Mines Ltd will propose an amendment to Bill No. 104 amending the Charter of the Town of Rouyn, at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec in order that the said company be authorized to annul the subdivision of lands belonging to it into lots Nos. 1537 to 1812 of the Town of Rouyn, and to fix the valuation of these lands per acre; and also to authorize the Town of Rouyn to purchase from the said company lots Nos. 1980 to 1996 on Lakeshore Avenue in the Town of Rouyn for a public park and to pay the purchase price by annual instalments during a period of 20 years without interest, the said annual instalments to be deducted from the municipal taxes payable by Bagamac Mines Ltd.

Quebec, April 20th 1942.

TASCHEREAU, PARENT & CANNON,
909-17-2-o Attorneys for Bagamac Mines Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'à la présente assemblée de la Législature de la Province de Québec au Parlement réunie, le Maire et le Conseil de la Ville de Berthier, feront requête pour la passation d'un acte pour les fins, entr'autres de:

- a) Changer leur nom de corporation;
- b) Abandonner leur charte spéciale;
- c) Légaliser les taxes immobilières et spéciales imposées dans le passé;
- d) Déclarer légaux les paiements effectués pour aider certaines industries et régulariser les relations avec les dites industries;
- e) Autoriser l'emprunt d'une somme de \$35,000.00;
- f) Décréter que les bornes territoriales municipales et scolaires sont identiques et régulariser telles bornes;
- g) Et pour autres fins.

Ville de Berthier, ce 21 avril 1942.

Les procureurs des requérants,
915-17-4-o LACROIX & SYLVESTRE.

Notice is hereby given that at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec, held in the Parliament, the Mayor and the Council of the Town of Berthier shall apply for the passing of an Act for the following purposes:

- a) To change their corporate name.
- b) To surrender their Special Charter.
- c) To legalize the immovable and special taxes levied in the past.
- d) To declare legal the payments made to aid certain industries and to regulate relations with the said industries.
- e) To authorize the borrowing of an amount of \$35,000.
- f) To enact that the municipal and school territorial boundaries be identical and to regulate the said boundaries.
- g) And for other purposes.

Town of Berthier, this 21st April, 1942.

LACROIX & SYLVESTRE,
915-17-4 Attorneys for petitioners.

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Juste du Lac" et que son principal siège d'affaires est à St-Juste du Lac, comté de Témiscouata.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce premier jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
892-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matane, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Baie-des-Sables" et que son principal siège d'affaires est à Baie-des-Sables, comté de Matane.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-huitième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
898-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de Kamouraska-Est" et que son principal siège d'affaires est à St-Alexandre, comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quinzième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
899-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant le changement de nom du cercle agricole de la municipalité du canton de McNider, comté de Matane.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise le changement de nom du cercle agricole de la municipalité du canton

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Témiscouata, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Juste du Lac", and that its principal place of business is at St-Juste du Lac, County of Témiscouata.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter, or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this first day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
892 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative association has been formed in the county of Matane, under the name of "Société Coopérative Agricole de Baie-des-Sables" and that its principal place of business is at Baie-des-Sables, county of Matane.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eighteenth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
898 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative association has been formed in the county of Kamouraska under the name of "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de Kamouraska-Est" and that its principal place of business is at St-Alexandre, county of Kamouraska.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fifteenth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
899 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the change of name of the Farmers' Club of the Municipality of the Township McNider, County of Matane.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the change of name of the "Cercle agricole de la municipalité du canton de

de McNider, comté de Matane, en celui de "Cercle agricole de la paroisse de L'Assomption de Notre-Dame de la Baie des Sables", conformément à l'article 5, chap. 118 des S.R.Q., 1941.

Québec, ce 22 avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'agriculture,
910-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rivière-du-Loup, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Clément" et que son principal siège d'affaires est à St-Clément, comté de Rivière-du-Loup.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-septième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
911-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Brome, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Fulford" et que son principal siège d'affaires est à Fulford, comté de Brome.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingtième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
912-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Yamaska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Pierreville" et que son principal siège d'affaires est à Pierreville, comté de Yamaska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingtième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
913-o ADRIEN MORIN.

McNider", County of Matane, to that of "Cercle agricole de la paroisse de L'Assomption de Notre-Dame de la Baie des Sables", pursuant to article 5, chap. 118 of the R.S.Q., 1941.

Quebec, this 22nd April, 1942.

ADRIEN MORIN,
910 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Rivière-du-Loup, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Clément" and that its principal place of business is at St-Clément, in the County of Rivière-du-Loup.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this seventeenth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
911 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Brome, under the name of "Société Coopérative Agricole de Fulford" and that its principal place of business is at Fulford, in the County of Brome.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twentieth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
912 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Yamaska, under the name of "Société Coopérative Agricole de Pierreville" and that its principal place of business is at Pierreville, in the County of Yamaska.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twentieth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
913 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Ministère de la Voirie

Roads Department

AVIS

NOTICE

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

* Route N° 2 — Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Frontière d'Ontario

Dans le comté de Portneuf

Dans la municipalité de la paroisse de St-Augustin:

Une longueur de 450 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 371, 395 et 396; une longueur de 3100 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 385 à 391 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles:

Une longueur de 2491 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1 à 9 inclusivement; une longueur de 885 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 251-P et 252-P; une longueur de 1700 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 218 à 225 inclusivement; une longueur de 165 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 210-P et 209.

Dans la municipalité du village de Neuville:

Une longueur de 570 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 207 et 208; une longueur de 850 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 201, 202-P et 197.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Joseph-de-Deschambault:

Une longueur de 820 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 100 et 105; une longueur de 1230 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 94 à 99 inclusivement; une longueur de 900 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 89 et 90; une longueur de 1700 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 26 à 34 inclusivement; une longueur de 450 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 23 et 24; une longueur de 2100 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 18 à 22 inclusivement; une longueur de 500 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 17 et 16; une longueur de 1900 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 147 à 159 inclusivement; une longueur de 1000 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 135 à 139 inclusivement; une longueur de 350 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 142-140.

Dans la municipalité de Cap-Santé:

Une longueur de 6009 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 124 à 128 et 145 à 160 inclusivement; une longueur de 6718 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 165 à 175 inclusivement; une longueur de 1850 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 101 à 115 inclusivement; une longueur de 850 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 95 à 98 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Charles-des-Grondines:

The parts of roads hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new, straightened and improved sections, they have become useless for traffic:

Highway No. 2—Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Ontario Frontier

In the County of Portneuf

In the Municipality of the parish of St-Augustin:

A length of 450 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 371, 395 and 396; a length of 3100 feet, South-East of the new Highway, on or facing lots Nos. 385 to 391 inclusively.

In the Municipality of the Parish of Pointe-aux-Trembles:

A length of 2491 feet, South-East of the new Highway, on or facing lots Nos. 1 to 9 inclusively; a length of 885 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 251-P and 252-P; a length of 1700 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 218 to 225 inclusively; a length of 165 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 210-P and 209.

In the Municipality of the Village of Neuville:

A length of 570 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 207 and 208; a length of 850 feet, South-West of the new Highway, on or facing lots Nos. 201, 202-P and 197.

In the Municipality of the Parish of St-Joseph-de-Deschambault:

A length of 820 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 100 and 105; a length of 1230 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 94 to 99 inclusively; a length of 900 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 89 and 90; a length of 1700 feet, West of the new Highway, on or facing lots Nos. 26 to 34 inclusively; a length of 450 feet, East of the new Highway, on or facing lots Nos. 23 and 24; a length of 2100 feet, West of the new Highway, on or facing lots Nos. 18 to 22 inclusively; a length of 500 feet, West of the new Highway, on or facing lots Nos. 17 and 16; a length of 1900 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 147 to 159 inclusively; a length of 1000 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 135 to 139 inclusively; a length of 350 feet, South of the new Highway, on or facing lot No. 142-140.

In the Municipality of Cap-Santé:

A length of 6009 feet, South-East of the new Highway, on or facing lots Nos. 124 to 128 and 145 to 160 inclusively; a length of 6718 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 165 to 175 inclusively; a length of 1850 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 101 to 115 inclusively; a length of 850 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 95 to 98 inclusively.

In the Municipality of the Parish of St-Charles-des-Grondines:

Une longueur de 750 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 22 à 28 inclusivement; une longueur de 600 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 9-8 et 11-10; une longueur de 1500 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 31 à 40 inclusivement.

Route N° 23 — Lévis-Armstrong

Dans la municipalité de la paroisse de St-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis:

Une longueur de 1500 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 761, 762 et 763.

Québec, le 15 avril 1942.

Le ministre de la voirie intérimaire,
914-o WILFRID GIROUARD.

A length of 750 feet, South-East of the new Highway, on or facing lots Nos. 22 to 28 inclusive; a length of 600 feet, North-West of the new Highway, on or facing lots Nos. 9-8 and 11-10; a length of 1500 feet, North-West of the new Highway, on or facing lots Nos. 31 to 40 inclusive.

Highway No. 23—Lévis-Armstrong

In the Municipality of the Parish of St-Henri-de-Lauzon, County of Lévis:

A length of 1500 feet, South-East of the new Highway, on or facing lots Nos. 761, 762 and 763.

Quebec, April 15, 1942.

914 WILFRID GIROUARD,
Acting Minister of Roads.

Soumissions

Canada, Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente de \$250,000 d'obligations municipales de la cité de Sherbrooke, émises en vertu de son règlement N° 614, approuvé par la Commission Municipale de Québec le 16 mars 1942 et par le Lieutenant Gouverneur en Conseil le 26 mars 1942.

Ces obligations sont datées du 1er février 1942, portent intérêt au taux de trois et demi (3½%) pour cent par an, payable semi-annuellement les premier février et août de chaque année, et échoient en série du premier février 1943 au premier février 1962 inclusivement. Capital et intérêt payables au bureau de la Banque de Montréal à Sherbrooke, Montréal ou Québec. L'émission comprend 221 obligations de \$1,000 chacune et 58 obligations de \$500 chacune, lesquelles peuvent être enregistrées gratuitement au bureau du soussigné.

Les soumissions devront être contenues dans une enveloppe scellée et marquée: "Soumission pour obligations" et adressées au soussigné le ou avant le 4 mai prochain (1942) à trois heures de l'après-midi, alors que le Conseil se réunira à l'hôtel de ville pour en disposer.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus. La livraison des titres se fera le ou vers le 15 mai prochain (1942).

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 16ème jour d'avril 1942.

922-o Le greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

Tenders

Canada, Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

TENDERS FOR BONDS

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of City of Sherbrooke bonds amounting to \$250,000, issued in virtue of By-law No. 614, approved by the Quebec Municipal Commission on March 16th 1942 and by the Lieutenant-Governor in Council on March 26th 1942.

These bonds are dated February 1st 1942, bear interest at the rate of three and a half (3½%) per cent per annum, payable semi-annually on the first day of February and August each year, and mature in series from February 1st 1943 to February 1st 1962 inclusively. Capital and interest payable at the Bank of Montreal in Sherbrooke, Montreal or Quebec. The issue includes 221 bonds of \$1,000 each and 58 bonds of \$500 each. Said bonds may be registered free of charge at the office of the undersigned.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked: "Tenders for Bonds" and addressed to the undersigned on or before the 4th day of May next (1942) at three o'clock in the afternoon, at which time the Council shall meet at the City Hall and dispose of same.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one (1%) per cent of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest. Probable date of delivery of bonds: May 15th, 1942.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders submitted.

Given at Sherbrooke, this 16th day of April 1942:

922-o ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Beauce

N° 16,341 } **ALPHONSE BOUFFARD**, demandeur; vs **ELIE BLUTEAU**, défendeur.

Le lot numéro cinquante-neuf (59) du cadastre pour le premier rang du Canton Linière, à compter d'Aubin de L'Isle, avec bâtisses et dépendances, sauf et à distraire l'emplacement de Thomas Létourneau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Côme, Beauce, le CINQUIÈME jour de MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Joseph-de-Beauce, le 27 mars 1942. 744-14-2-0
[Première publication, le 4 avril 1942]

Le shérif,

J. P. GIGUÈRE.

Fieri Facias de Terris

Cour du Magistrat.—District de Beauce.

N° 13,482 } **LOUIS MORIN et al**, demandeur; vs **ALFRED CLOUTIER**, défendeur.

"Une terre située en la paroisse de St-Zacharie étant le lot N° (53) cinquante-trois, du rang 6 du cadastre du canton Metgermette Nord."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Zacharie, Beauce, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, St-Joseph-de-Beauce, le 21 avril 1942.

Le shérif,

J.-P. GIGUÈRE.

916-17-2-0

[Première publication, le 25 avril 1942]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, N° 9080 } **J. R. WELLS**, négociant, de la cité de Chicoutimi, et faisant affaires seul à Chicoutimi sous les nom et raison sociale de "J. R. Wells Enrg.", demandeur; vs **WILFRID-LOUIS GAGNON**, résidant à Jonquière, défendeur; et **ARTHUR GAUDREAU** & **OMER LAPOINTE**, registrateurs conjoints pour la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, mis-en-cause.

Contre le défendeur:

Une maison érigée sur tout ce lot ou emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 20-264 du rang IV du cadastre officiel du canton de Jonquière.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent, dans la ville de Jonquière, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MAI 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Chicoutimi, le 18 avril 1942.

Le shérif,

RENÉ DELISLE.

917-17-2-0

[Première publication, le 25 avril 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **ASALLE BUILDERS** N° 194551 } **SUPPLY LIMITED**, demanderesse; vs **J.-E. SIMARD**, faisant affaires seul sous la raison sociale de **J. E. Simard & Company**, défendeur.

"Un lot de terre situé dans la Cité de Montréal, ayant front sur la rue Lefebvre, connu et désigné sous le numéro trente-neuf de la subdivision du lot originaire soixante-dix-neuf (79-39) des plan

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Beauce

No. 16,341 } **ALPHONSE BOUFFARD**, plaintiff; vs **ELIE BLUTEAU**, defendant.

Lot number fifty-nine (59) of the cadastre for the first range of the Township Linière, next to Aubin de l'Isle—with buildings and dependencies, save to be deducted, the emplacement of Thomas Létourneau.

To be sold at the church door of the parish of St-Côme, Beauce, on the FIFTH day of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Joseph-de-Beauce, March 27, 1942. 744-14-2
[First publication, April 4, 1942]

J. P. GIGUÈRE,

Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court.—District of Beauce.

No. 13,482 } **LOUIS MORIN et al**, Plaintiff; vs **ALFRED CLOUTIER**, Defendant.

A farm situate in the Parish of St-Zacharie, being lot No. fifty-three (53) of Range 6, of the cadastre of the Township Metgermette North.

To be sold at the church door of the Parish of St-Zacharie, Beauce, the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Joseph-de-Beauce, the 21st April, 1942.

J. P. GIGUÈRE,

Sheriff.

916-17-2

[First publication, April 25th, 1942]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Superior Court

District of Chicoutimi, No. 9080 } **J. R. WELLS**, trader, of the city of Chicoutimi, and carrying on business alone at Chicoutimi under the firm name and style of "J. R. Wells Enrg.", plaintiff; vs **WILFRID LOUIS GAGNON**, residing at Jonquière, defendant; and **ARTHUR GAUDREAU** & **OMER LAPOINTE**, Joint Registrars for the Registration Division of the County of Chicoutimi, mis-en-cause.

Against the defendant:

A house erected on all that lot or emplacement known and designated as being lot No. 20-264 of Range IV of the official cadastre of the Township of Jonquière.

To be sold at the parochial church door of St-Laurent, in the Town of Jonquière, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of MAY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 18, 1942

RENÉ DELISLE,

Sheriff.

917-17-2

[First publication, April 25, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **ASALLE BUILDERS** N° 194551 } **SUPPLY LIMITED**, plaintiff; vs **J. E. SIMARD**, carrying one business alone, under the firm name and style of **J. E. Simard & Company**, defendant.

A lot of land situate in the City of Montreal, fronting on Lefebvre street, known and designated under number thirty-nine of the subdivision of original lot seventy-nine (79-39) of the official

et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Laurent, ainsi que toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$250 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Forest, daté le 20 avril 1942.

Bureau du shérif, Montréal, 22 avril 1942. [Première publication, le 25 avril 1942]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
923-17-2-0

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } **WALTER FIELDING,**
N° 205104 } demandeur; vs **DAME VIOLET MAY BEVAN,** épouse séparée de biens de Edward Wyllie Milne, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur Trush Road, dans la ville de Dorval, de forme irrégulière, comprenant la subdivision numéro trente-six du lot officiel numéro deux (2-36) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, et la subdivision numéro soixante-dix du lot officiel numéro trois (3-70) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine; ledit emplacement composé tel que susdit, contenant une superficie totale de cinq mille neuf cent quarante-neuf pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la charpente d'un cottage érigé sur icelui. Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 22 avril 1942. [Première publication, le 25 avril 1942]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
924-17-2

plan and in the book of reference of the Parish of St-Laurent, with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$250. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated the 20th April, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, April 22, 1942. [First publication, April 25th, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
923-17-2

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } **WALTER FIELDING,**
No. 205104 } plaintiff; vs **DAME VIOLET MAY BEVAN,** wife separate as to property of Edward Wyllie Milne, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Trush Road, in the Town of Dorval, of irregular figure, composed of Subdivision Number Thirty-six of Official lot number two (2-36) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine, and Subdivision Number Seventy of Official lot number three (3-70) on said Official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine; said emplacement composed as aforesaid containing a total superficial area of Five thousand nine hundred and forty-nine feet, English measure, more or less.

With the frame cottage thereon. To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, April 22, 1942. [First publication, April 25, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
924-17-2-0

QUÉBEC
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Québec, N° 43751 } **OCTAVE ROYER,** marchand de Dosquet, comté de Lotbinière; contre **GEORGE CHAMPAGNE,** de Dosquet, comté de Lotbinière.

La demie nord-est du lot 2, (deux) du rang 3 (trois) étant un certain terrain de forme rectangulaire, situé dans le canton Nelson, comté de Lotbinière, ayant une superficie de 102 acres, borné au nord-ouest par le rang N° 2, au nord-est par le rang 1, au sud-est par le rang 4, au sud-ouest, par la demie sud-ouest du lot N° 2, rang 3 avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

A distraire une partie ayant une superficie de 2½ acres appartenant à la Cie des chemins de fer Nationaux.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Octave de Dosquet, comté de Lotbinière, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, le 8 avril 1942. [Première publication, le 11 avril 1942] [Deuxième publication, le 25 avril 1942]

Le député-shérif,
JOS.-ALBERT DÉLAGE.
782-15-2-0

QUEBEC
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 43751 } **OCTAVE ROYER,** merchant of Dosquet, County of Lotbinière; against **GEORGE CHAMPAGNE,** of Dosquet, County of Lotbinière.

The North-East half of lot two (2), of Range three (3) being a certain lot of land of rectangular figure, situate in the Township Nelson, County of Lotbinière, having a superficial area of 102 acres, bounded on the North-West by Range No. 2, on the North-East by Range 1, on the South-East by Range 4, on the South-West by the South-West half of lot No. 2, Range 3—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted a part having an area of 2½ acres, belonging to the Canadian National Railway Company.

To be sold at the parochial church door of St-Octave de Dosquet, County of Lotbinière, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, April 8, 1942. [First publication, April 11, 1942] [Second publication, April 25, 1942]

JOS. ALBERT DÉLAGE,
Deputy Sheriff.
782-15-2

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **NORTH AMERICAN**
N° 44,066 } **LIFE ASSURANCE**
COMPANY, corps politique et incorporé ayant

Fieri Facias

Québec, to wit: } **NORTH AMERICAN**
No. 44,066 } **LIFE ASSURANCE**
COMPANY, a body politic and corporate having

son bureau chef en la Cité de Toronto et un bureau à Québec; contre DAME ADRIENNE ROY, de la Cité de Québec, épouse séparée de biens de M. Georges Michel Giroux, notaire de la Cité de Québec, défenderesse, et le dit GEORGES MICHEL GIROUX, de la Cité de Québec, mis en cause pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, mis en cause, et CHARLES HENRI BOUDREAU, avocat, de la Cité de Québec, curateur au délaissement, à savoir:

La subdivision 1 (un de la subdivision 7 (sept) de la subdivision B (B) du lot N° 86 (quatre-vingt-six), et la subdivision 1 (un) de la subdivision 35 (trente-cinq) du lot N° 80 (quatre-vingt) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté Nord de la rue St-Cyrille mesurant 28½ pieds de largeur sur la rue St-Cyrille sur une profondeur de 83 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet au droit de mitoyenneté dans le mur séparant la propriété vendue de celle voisine à l'est et sur le terrain sur lequel il s'érige, lot 86-B-6 du même cadastre, et aussi avec droit de passage en tout à pieds et en voiture dans la ruelle faisant communiquer la propriété vendue avec l'Avenue Brown, lot 86-B-8 du même cadastre.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 9 avril 1942.
[Première publication, 11 avril 1942]
[Deuxième publication, 25 avril 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.

804-15-2-0

its head office in the City of Toronto and a branch in Quebec; against DAME ADRIENNE ROY, of the city of Quebec, wife separate as to property of Mr. Georges Michel Giroux, Notary, of the City of Quebec, defendant, and the said GEORGES MICHEL GIROUX, of the City of Quebec, mis en cause to assist and authorize his wife for the purposes hereof, mis en cause; and CHARLES HENRI BOUDREAU, advocate, of the City of Quebec, curator to the abandonment, to wit:

Subdivision I (one) of subdivision 7 (seven) of subdivision B (B) of lot No. 86 (eighty-six), and subdivision 1 (one) of subdivision 35 (thirty-five) of lot No. 80 (eighty) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Québec, being an emplacement situate on the North side of St-Cyrille street, measuring 28½ feet in width on St. Cyrille street by a depth of 83 feet, the whole more or less, English measure, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the right of mitoyenneté in the wall separating the property sold from that adjoining it on the East and on the lot of land whereon it is erected, lot 86-B-6 of the same cadastre, and also with right of way on foot and with vehicle in the lane communicating the property sold with Brown Avenue, lot 86-B-8 of the same cadastre.

To be sold, at my office, in the City of Québec, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, April 9, 1942.
[First publication, April 11, 1942]
[Second publication, April 25, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.

804-15-2

TERREBONNE
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7507 } PROCULE VIAU, cultivateur de Lac Mercier, district de Terrebonne, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU MATHIAS OUMET, journalier du Lac Mercier, décédé depuis moins de six mois, défendeurs.

Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-neuf (29) du troisième rang du canton de Grandison, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton, contenant, ledit emplacement, deux cents pieds de front par cent pieds de profondeur, borné en front au nord par le chemin public et des trois autres côtés par le résidu dudit lot appartenant au créancier, et pris vis-à-vis la montée allant à l'écluse de la Cie International Paper sur la rivière Cachée, le tout avec une maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise du Lac Mercier le DEUXIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-deux à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Bureau du shérif, St-Jérôme, 22 avril 1942.
[Première publication, 25 avril 1942]

Le shérif,
ALB. FOURNELLE.

925-17-2-0

TERREBONNE
Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, No. 7507 } PROCULE VIAU, farmer of Lac Mercier, district of Terrebonne, demandant vs HEIRS OF THE LATE MATHIAS OUMET, journeyman of Lac Mercier dead since less than six months, defendants.

An emplacement being part of the lot number (29) twenty-nine of the third range of the Canton Grandison, of the plan and reference book of the said canton, containing two hundred feet on the front per one hundred feet in depth bounded in front at north by the public road and on the three other sides by the rest of said lot belonging to the plaintiff and situated in the front of the road leading to La Cie International Paper sluice, on Cachée River, with building thereon erected.

To be sold at the church door at Lac Mercier, the SECOND day of JUNE one thousand nine hundred and forty-two at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Sheriff's Office, St-Jérôme, April 22nd, 1942.
[First publication, April 25th, 1942]

ALB. FOURNELLE,
Sheriff.

925-17-2-0

Ministère du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Qué-

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941,

bec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, que le comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'amender le décret numéro 3134, du 26 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, de la façon suivante:

Que l'article III-A suivant soit ajouté:

"III-A. 1. A partir du 15 février 1942, tous les employeurs de l'industrie du meuble dans la province de Québec paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

i. \$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii. De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4. L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 18 avril 1942.

918-0

chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Furniture Industry of Québec, has presented to him a request to amend decree number 3134, of the 26th of November 1937 and amendments, relating to the furniture industry in the Province of Québec, in the following manner:

The following section III-A to be added:

"III-A. 1. Effective on and after February 15th, 1942, all employers in the furniture industry of the Province of Québec shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates or less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the contracting parties may desire so set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 18, 1942.

918-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et à Noranda, ratifiée par l'arrêté ministériel numéro 560, du 11 mars 1942, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante audit arrêté:

Que les mots "Durant les mois de mai, juin, juillet, août et septembre" apparaissant au paragraphe "b" de l'article VI dudit décret soient radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril, 1942. 919-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, de la façon suivante:

Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à la suite de l'article V:

"d. Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine en considération du nombre d'heures accomplies par chacun des salariés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril 1942. 927-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le comité paritaire du service de la police municipale de la cité de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2676, du 12 juillet 1940, modifié par l'arrêté numéro 1341, du 29 mai 1941:

1. Que l'échelle et les paragraphes suivants soient ajoutés à la suite de la catégorie "d" de l'article II:

"e) Opérateur de radio.....	30.00
f) Peintre-lettreur.....	30.00
g) Sergent.....	32.00
h) Quartier-maître.....	35.00
i) Inspecteur (\$2,000 par an).....	38.46"

Le préposé à la photographie et aux empreintes digitales aura un salaire de \$1,500.00 à \$1,800.00,

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda, ratified by Order-in-Council number 560, of March 11, 1942, have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

That the words "During the months of May, June, July, August and September" mentioned in subsection "b" of section VI of the said decree be stricken off.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 25, 1942. 919-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has presented to him a request to modify decree number 1653, of June 28, 1941, in the following manner:

That the following subsection "d" be added to section V:

"d. Wages shall be paid regularly and entirely, each week, with respect to the number of hours worked by each one of the employees."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 25, 1942. 927-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Municipal Police Department of the City of Quebec has presented to him a request to modify decree number 2676, of July 12, 1940, modified by Order number 1341, of May 29, 1941, in the following manner:

1. That the following table and subsections be added after category "d" of section II:

"e) Radio operator.....	30.00
f) Painter-letterer.....	30.00
g) Sergeant.....	32.00
h) Quarter-master.....	35.00
i) Inspector (\$2,000 a year).....	38.46"

The employees of the photography and finger printing departments shall receive a salary of

avec augmentation annuelle de \$100.00.

Le technicien de la radio aura un salaire de \$1,800.00 à \$2,200.00 avec augmentation annuelle de \$100.00.

Pour les engagements à venir les cadets deviendront constables, à \$21.00 par semaine, le premier mai suivant la date de leur engagement comme cadets."

2. Que les mots suivants soient ajoutés à la suite du paragraphe intitulé "Tous les ans":

"1 paire de gants légers (kid); 1 paire de bottes en cuir et une paire de bottes en feutre pour les chauffeurs de motocyclettes."

3. Que les mots "Une paire de gants légers (kid)" soient enlevés du paragraphe intitulé "Tous les deux ans."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril, 1942. 929-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire du service des incendies de la cité de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2675 du 12 juillet, 1940, modifié par l'arrêté numéro 1340, du 29 mai 1941, de la façon suivante:

1.—Que le paragraphe suivant soit ajouté après la catégorie "d" de l'article II:

"Pour les engagements à venir, les cadets deviendront pompiers à \$21.00 par semaine, le premier mai suivant la date de leur engagement comme cadets."

2.—Que la catégorie "f" soit radiée et remplacée par la suivante:

"f) Assistant-secrétaire du département... 32.00"

3.—Que la catégorie "j" soit radiée et remplacée par la suivante:

"j) Capitaine des ramoneurs et de la prévention..... 32.00"

4.—Que les catégories suivantes soient ajoutées à la suite de la catégorie "o":

"p) Opérateurs du téléphone... \$1,200. à \$1,500.

q) Electriciens..... \$1,300. à \$1,600.

r) Opérateurs du télégraphe... \$1,500. à \$1,800.

Les employés des catégories "p", "q" et "r" auront une augmentation annuelle de \$100."

5.—Que les mots suivants soient ajoutés à la suite des mots "1 chandail en laine" mentionnés à l'article IV, paragraphe "c":

"1 chapeau de toile, huilé, pour les inspecteurs de borne-fontaines."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril 1942. 930-0

\$1,500.00 up to \$1,800.00, with an annual increase of \$100.00.

Radio technicians shall receive a salary of \$1,800.00 up to \$2,200.00 with an annual increase of \$100.00.

For future employments, cadets shall become constables at \$21.00 per week, on the first day of May following the date of their employment as cadets."

2. That the following words be added to the subsection entitled "Every year":

"1 pair of light kid gloves; 1 pair of leather boots and one pair of felt boots for motorcycle drivers."

3. That the words "One pair of light kid gloves" be stricken off from the subsection entitled "Every two (2) years."

During the thirty days following the date of publication of this notice the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 25, 1942. 929-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Fire Department of the City of Québec has presented to him a request to modify decree number 2675 of July 12, 1940, modified by Order number 1340, of May 29, 1941, in the following manner:

1.—That the following subsection be added after category "d" of section II:

"For future employments, cadets shall become firemen at \$21.00 per week, on the first day of May following the date of their employment as cadets."

2.—That category "f" be stricken off and replaced by the following:

"f) Assistant-secretary of the department.....\$32.00"

3.—That category "j" be stricken off and replaced by the following:

"j) Chimney sweepers' and prevention captain.....\$32.00"

4.—That the following categories be added after category "o":

"p) Telephone operators:..\$1,200. to \$1,500.

q) Electricians:..... \$1,300 to \$1,600.

r) Telegraph operators:....\$1,500. to \$1,800.

Employees of categories "p", "q" and "r" shall have an annual increase of \$100."

5.—That the following words be added after the words "1 woollen sweater" mention in section IV, subsection "c":

"1 oiled linen hat for street fountain inspectors."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 25, 1942. 930-0

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Quebec Section of the Canadian Paint, Oil & Varnish Association";

ET, D'AUTRE PART:

L'Association des employés de l'industrie de la peinture;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec.

II.—*Jurisdiction industrielle*:—Le décret s'applique et s'étend à toute personne, firme, société, compagnie ou corporation s'occupant de cette industrie et faisant affaires dans les limites de la province de Québec.

III.—*Définitions*:—Pour les fins d'application du décret, les termes ci-après mentionnés auront la signification suivante:

a.—Le terme "mélangeur" signifie et comprend tout ouvrier employé comme tel qui peut lire une formule et, sachant où se trouve l'approvisionnement, peut trouver le matériel voulu, peser et mesurer correctement et mélanger une fournée, à la satisfaction du contremaître en charge, sans surveillance directe.

b.—Le terme "employé de la fabrique" désigne tout ouvrier employé comme tel qui peut prendre charge de son propre moulin et mesurer correctement tout liquide pouvant être ajouté à la fournée le tout sans surveillance directe.

c.—Le terme "nuanceur" désigne tout ouvrier employé comme tel qui peut s'occuper de la fournée lorsque cette dernière est prête, la nuancer et la faire approuver.

d.—Le terme "manœuvre" (*charge hand*) désigne celui qui est en charge de trois (3) salariés ou plus.

e.—Le terme "portier" désigne tout ouvrier qui fait l'ouvrage de portier la majeure partie de son temps.

f.—Le terme "homme préposé aux bouilloires" désigne celui qui travaille à la bouilloire sous la surveillance du préparateur de vernis.

IV.—*Taux de salaires*:—Les taux minima de salaires suivants seront payés aux salariés des différentes occupations mentionnées ci-après:

FABRICATION DE PEINTURE ET DE LAQUE

Occupations	Taux horaires minima
1. a. Ouvriers non-qualifiés, aides des mélangeurs, aides des employés de la fabrique, remplisseurs et aides en général.....	\$0.40
b. Mélangeurs et employés de la fabrique.....	0.45
c. Nuanceurs (pour les 2 premières années).....	0.475
d. Nuanceurs (après 2 ans).....	0.525
e. Manœuvres (<i>charge hands</i>).....	0.525

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties hereinafter mentioned have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Quebec Section of the Canadian Paint, Oil & Varnish Association;

AND, ON THE OTHER PART:

The Association of Employees of the Paint Industry;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the decree includes the entire Province of Quebec.

II.—*Industrial jurisdiction*:—The decree shall apply and extend to any person, firm, partnership, company or corporation engaged in this industry and doing business within the limits of the Province of Quebec.

III.—*Definitions*:—For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a.—The word "mixer" means and includes any workman employed as such who can read a formula and knowing where the stock is, find his material, weigh and measure correctly and mix a batch to the satisfaction of the foreman in charge without direct supervision.

b.—The word "millman" defines any workman employed as such who can take charge of his own mill and weigh correctly any liquid that might be added to the batch; the whole without direct supervision.

c.—The word "shader" designates any workman employed as such who can take over a batch when ready, shade it and have it approved.

d.—The term "charge hand" designates a man in charge of three (3) or more employees.

e.—The word "janitor" designates any employee who spends the greater part of his time on janitor work.

f.—The term "kettleman" means a man working at the kettle under the supervision of the varnish maker.

IV.—*Rates of wages*:—The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the various occupations hereinafter mentioned:

PAINT AND LACQUER FACTORY

Occupations	Minimum hourly rates
1. a. Labourers, mixers, helpers, millmen's helpers, fillers and general helpers....	\$ 0.40
b. Mixers and millmen.....	0.45
c. Shaders (first 2 years).....	0.475
d. Shaders (after 2 years).....	0.525
e. Charge hands.....	0.525

FABRICATION DE VERNIS

2. a. Ouvriers, non-qualifiés, remplisseurs et aides en général.....	0.40
b. Hommes préposés aux bouilloires (kettlemen).....	0.525
c. Préparateurs de vernis.....	0.675
d. Manœuvres (charge hands).....	0.525

FABRICATION DE BLANC DE PLOMB ET DE COULEUR SÈCHE

3. a. Ouvriers non-qualifiés.....	0.40
b. Broyeurs.....	0.425
c. Préposés aux presses.....	0.45
d. "Color Strikers".....	0.525
e. Manœuvres (charge hands).....	0.575

DÉPARTEMENT DE LA RÉCEPTION, DE L'EMBALLAGE ET DE L'EXPÉDITION

4. a. Aides en général.....	0.40
b. Manœuvres (charge hands).....	0.475
<i>par semaine</i>	
c. Commis préposés à l'expédition et gardiens de marchandises.....	\$21.00
d. Portiers, mécaniciens de machines fixes, chauffeurs, surveillants et pointeurs.....	21.00
<i>de l'heure</i>	
e. Tonneliers et préposés à la réparation des moulins.....	0.525
f. Préposés à l'entretien comprenant les charpentiers, les électriciens, les plombiers, les machinistes, les forgerons, etc.....	0.575

Proviso:—Nonobstant les dispositions du présent article, il est entendu que les salaires établis pour les mécaniciens de machines fixes ne devront jamais être inférieurs à ceux que pourrait établir la Commission du Salaire minimum par ordonnance spéciale concernant cette catégorie de salariés.

SURIMPRESSION ET POLYCOPIE DES ÉTIQUETTES

5. a. Salariés du sexe masculin de moins de 18 ans.....	0.30
b. Salariés du sexe masculin de 18 ans et plus.....	0.40

APPRENTIS

6. a. De moins de 20 ans (1 année seulement).....	0.30
---	------

EMPLOYÉES, (TOUS LES DÉPARTEMENTS)

7. a. Minimum.....	0.25
--------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'HUILE DE LIN

8. a. Ouvriers non-qualifiés.....	0.40
b. Préposés aux presses hydrauliques ou au renvoi.....	0.425
c. Préposés à l'entretien.....	0.575

9.—Les ouvriers de capacité inférieure (handicapés) seront sujets aux dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective en ce qui touche leurs taux de salaires.

V.—*Paiement des salaires:*—Les salaires seront payés régulièrement une fois la semaine.

VI.—*Durée du travail:*—La durée maximum du travail, aux taux réguliers, sera de quarante-huit (48) heures par semaine; tout travail exécuté après ces heures sera considéré comme du travail supplémentaire.

La durée régulière du travail par jour, sera de huit (8) heures et tout travail exécuté après neuf (9) heures lors d'une journée régulière devra être

VARNISH FACTORY

2. a. Labourers, fillers and general helpers	0.40
b. Kettlemen.....	0.525
c. Varnish makers.....	0.675
d. Charge hands.....	0.525

WHITE LEAD AND DRY COLOUR FACTORY

3. a. Labourers.....	0.40
b. Grinders.....	0.425
c. Pressmen.....	0.45
d. Colour strikers.....	0.525
e. Charge hands.....	0.575

RECEIVING, PACKING AND SHIPPING DEPARTMENT

4. a. General helpers.....	0.40
b. Charge hands.....	0.475
<i>per week</i>	
c. Shipping clerks and stock keepers...	\$21.00
d. Janitors, stationary enginemen, firemen, watchmen and time-keepers...	21.00
<i>Per hour</i>	
e. Coopers and mill dressers.....	0.525
f. Maintenance men, including carpenters, electricians, plumbers, machinists, blacksmiths, etc.....	0.575

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present section, it is understood that wages fixed for stationary enginemen shall never be less than those which the Minimum Wage Commission may establish by special ordinance concerning this category of employees.

OVERPRINTING LABELS AND MULTIGRAPHING

5. a. Male employees under 18 years of age.....	0.30
b. Male employees, 18 years of age and over.....	0.40

APPRENTICES

6. a. Under 20 years of age (1 year only)...	0.30
--	------

FEMALE EMPLOYEES, ALL FACTORY DEPARTMENTS

7. a. Minimum.....	0.25
--------------------	------

LINSEED OIL DEPARTMENT

8. a. Labourers.....	0.40
b. Hydraulic press or expeller men.....	0.425
c. Maintenance men.....	0.575

9.—Incapacitated employees (Rates subject to section 20-i of the Collective Agreement Act).

V.—*Pay periods:*—Wages shall be paid regularly once a week.

VI.—*Duration of labour:*—The maximum duration of labour at regular rates shall be forty eight (48) hours per week; work performed outside these hours shall be considered as overtime work.

The normal working day to be eight (8) hours and any time worked after nine (9) hours on a normal working day is to be paid at overtime

rémunéré aux taux de travail supplémentaire. Les équipes régulières de nuit auront également une semaine de quarante-huit (48) heures.

La durée régulière du travail, par semaine, aux taux réguliers de salaire, pour les salariés exécutant des opérations continues, tels que les employés de la chambre des bouilloires, les ouvriers travaillant à la fabrication du blanc, de plomb, de l'huile de lin et d'autres huiles sera de cinquante-six (56) heures, y compris les dimanches et fêtes légales.

La durée maximum du travail, aux taux réguliers, pour les salariés mentionnés à la catégorie "d" de l'échelle numéro 4, ne devra pas excéder cinquante six (56) heures par semaine; tout travail exécuté après ces heures sera considéré comme travail supplémentaire.

VII.—*Travail supplémentaire*.—Tout travail supplémentaire sera payé au taux de salaire et quart.

VIII.—*Congés*.—Une semaine de congé payée, sera accordée à tout salarié qui aura travaillé sans arrêt pour une firme quelconque pendant toute une période variant de une (1) à cinq (5) années et ce, avant le 31 août. Après cinq (5) années de service continu, ils auront droit à un jour de congé additionnel pour chaque année de service, jusqu'à concurrence de deux (2) semaines de congé payées au maximum.

IX.—*Avis de congé*.—La période durant laquelle les congés seront donnés, sera choisie par l'employeur mais le salarié en sera avisé quinze (15) jours d'avance.

X.—*Semaine de vacance*.—Dans le cas de salariés dont la semaine régulière est de quarante-huit (48) heures, la semaine de congé sera rémunérée sur une base de quarante-huit (48) heures. Lorsque la semaine normale est de plus de quarante-huit (48) heures, la rémunération sera basée sur ladite semaine excédant quarante-huit (48) heures, ne tenant pas compte du travail supplémentaire.

XI.—Tout salarié sera groupé dans la catégorie dans laquelle il occupe la plus grande partie de son temps et rémunéré suivant les taux de cette catégorie. Si un salarié est changé de classe pour une autre comportant un taux plus élevé ou plus bas que celle dans laquelle il reçoit le taux régulier de salaire, conformément aux dispositions de la convention, et s'il y appartient plus d'une semaine, le taux de son salaire sera modifié en conséquence. Toute réclamation pour rectification faite dans quelque catégorie de salariés que ce soit ne devra pas être rétroactive de plus de trois (3) mois de la date de la plainte.

XII.—*Employés dans la fabrication de l'huile de lin et d'autres huiles*.—Dans ces départements, les salariés auront droit aux congés payés tels que mentionnés aux articles VIII et X du décret.

XIII.—*Travail à la pièce*.—L'employeur aura le choix d'engager ses salariés soit à l'heure, soit à la pièce, mais dans les deux cas, il est convenu que les taux ci-haut mentionnés seront valides.

XIV.—L'employeur aura le privilège d'employer un ouvrier handicapé par suite d'accident, d'infirmité ou d'âge avancé, à un taux de salaire moindre que celui spécifié pour sa catégorie. Tel taux inférieur sera déterminé par le Comité paritaire.

XV.—*Préposés à l'entretien*.—Les préposés à l'entretien des métiers du bâtiment, autrement désignés dans le décret comme salariés permanents, auront le privilège de faire un ou tous les travaux de métier d'une nature d'entretien si

rates. Regular night shifts shall also have a forty-eight (48) hours week.

The normal working week, at regular rates, for employees on continuous operations, namely, boiler house employees and workmen in white lead and linseed and other oil manufacturing shall be fifty-six (56) hours including Sundays and legal holidays.

The maximum duration of labour, at regular rates, of employees mentioned in category "d" of table 4, shall not exceed fifty-six (56) hours in any one week; work performed outside these hours shall be considered as overtime work.

VII.—*Overtime*.—Overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter.

VIII.—*Holidays*.—One (1) week's holiday with pay shall be granted to all employees who have worked continuously for any firm for one (1) year and up to five (5) years previous to August 31st. After five (5) years of continuous employment they shall be granted one (1) additional day holiday for each year of service, with a maximum holiday of two (2) weeks with pay.

IX.—*Notice of holidays*.—Holidays shall be given in that time most convenient to employers, but employees shall be notified fifteen (15) days in advance.

X.—*Holiday Week*.—In the case of employees whose normal week is forty-eight (48) hours, the holiday week shall be remunerated on a forty-eight (48) hours week basis. Where the normal week is over forty-eight (48) hours, the remuneration shall be on the basis of the hours worked in that capacity exclusive of overtime.

XI.—An employee shall be classified and paid at the rate established for the class at which he spends most of his time. If an employee is moved to a higher or lower class than the one for which he is receiving the regular rate of pay under the terms of the agreement, and remains in that category for more than one week, his rate of pay shall be changed accordingly. No claim for adjustment made in any worker's classification shall be retroactive for more than three (3) months prior to the complaint.

XII.—*Linseed and other employees*.—In these departments employees shall be entitled to holidays with pay as referred to in sections VIII and X of the decree.

XIII.—*Piece work*.—The employer may hire his employees either by the hour or by the piece but in either case, it is hereby agreed that the hereinabove mentioned rates shall have effect.

XIV.—*Incapacitated employees*.—The employer shall have the privilege of employing any workman incapacitated by reason of accident, infirmity or old age at a rate less than that specified in his category. Such inferior wage rate shall be determined by the Joint Committee.

XV.—*Maintenance men*.—Maintenance men of the building trades, otherwise described in the decree as permanent employees, shall be privileged to do any or all building trades work of a maintenance nature, if the employer con-

l'employeur les trouve aptes à les exécuter. Tels préposés à l'entretien, de plus seront exempts de la nécessité de posséder un certificat de compétence pour chacun de leurs métiers respectifs à l'exception des plombiers, des poseurs d'appareils de chauffage, des électriciens et des mécaniciens en tuyauterie licenciés.

Proviso.—Nonobstant les dispositions du décret, il est entendu que les salaires établis pour les préposés à l'entretien ne devront jamais être inférieurs à ceux que pourrait établir la Commission du Salaire minimum par ordonnance spéciale concernant cette catégorie de salariés.

XVI.—*Officers of conciliation*.—Les disputes provenant de la classification d'un salarié ou tout autre conflit seront soumis aux officiers de conciliation nommés par les salariés de chaque établissement. Dans le cas où ces officiers ne pourraient arriver à une décision satisfaisante, l'affaire sera finalement réglée par le Comité paritaire.

XVII.—*Exception*.—Le décret ne régit pas toutefois les ouvriers assujettis à la convention collective de travail déclarée obligatoire dans l'industrie de l'imprimerie.

XVIII. *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'Ordre en Conseil le rendant obligatoire et demeurera en vigueur pendant toute la durée de la guerre et quatre-vingt-dix (90) jours après la cessation des hostilités. A l'expiration de cette période, il se renouvellera automatiquement, chaque année, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit de son intention de le rappeler, et ce, soixante (60) jours avant l'expiration du décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril, 1942. 928-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des services municipaux de l'intérieur de la Cité de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2674, du 12 juillet 1940, modifié par l'arrêté numéro 1339, du 29 mai 1941:

1.—Que le mot "engagement" apparaissant à l'article II soit remplacé par les mots "nomination comme employés réguliers".

2.—Que l'article VI soit remplacé par le suivant:

"VI.—A l'avenir, tout employé qui aura atteint l'âge de soixante-et-cinq ans sera mis à sa pension. Toutefois, tout employé ayant atteint cet âge pourra, s'il le désire, être maintenu dans ses fonctions pourvu qu'il puisse les remplir à la satisfaction du Conseil. La Cité paiera alors à cet employé la différence entre ce qu'il recevra comme pensionnaire et le salaire qu'il retirait avant d'être mis à sa pension."

3.—Que l'article XV soit remplacé par le suivant:

siders them competent to execute same. Such maintenance men shall, moreover, be exempt from the necessity of securing certificates of competency in each of their respective trades, with the exception of licensed plumbers, steamfitters, electricians and pipe mechanics.

Proviso.—Notwithstanding the provisions of the decree, it is understood that wages fixed for maintenance men shall never be less than those which the Minimum Wage Commission may establish by special ordinance concerning this category of employees.

XVI.—*Conciliation officer*.—Disputes arising out of the classification of any employee or any other grievances shall be referred to the conciliation officers appointed by the employees in each plant. Failing a satisfactory decision by said officers, the matter shall be finally settled by the Joint Committee.

XVII.—*Exception*.—The decree does not govern however the operations and the workmen subject to the provisions of the collective labour agreement declared obligatory in the printing industry.

XVIII.—*Duration of the decree*.—The decree shall come into force on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council rendering same obligatory and shall continue in force for the duration of the war and for ninety (90) days after cessation of hostilities. At the end of such period, it shall renew itself automatically, each year, unless one of the contracting parties gives the other party a written notice, sixty (60) days prior to the expiration of the decree, of its intention to repeal same.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 25, 1942. 928-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Interior Municipal Services of the City of Québec has presented to him a request to modify decree number 2674, of July 12, 1940, modified by Order number 1339, of May 29, 1941, in the following manner:

1.—That the words "employment" mentioned in section II be replaced by the words "nomination as regular employees."

2.—That section VI be replaced by the following:

"VI. In the future, every employee attaining the age of sixty-five shall be granted a retiring pension. However, any employee having attained this age may, if he so desires, be kept in the service provided he be able to do his work at the satisfaction of the Council. The City shall then pay to such employee the difference between the amount he shall receive as a pension and the salary which he was paid before being granted the said pension."

3.—That section XV be replaced by the following:

"XV.—Employés temporaires:—Quatre mois après l'engagement d'un employé temporaire, le Directeur des Services devra faire rapport au Comité Administratif établissant la nécessité du travail dudit employé temporaire et lui faire subir un examen de compétence, s'il doit être maintenu en fonctions comme employé régulier."

4.—Que l'ancien article XV devienne l'article XVI.

5.—Que les mots "Ambulanciers, Opérateurs-Adjointes de l'Aqueduc et Gardiens de l'Aqueduc" soient radiés de la catégorie des occupations commençant par "Ambulanciers", et que les mots "Chef du Bureau de Placement, Chômage et Travaux" y soient ajoutés.

6.—Que les mots:

"Ambulanciers. . . . \$1,000. \$1,400. \$100." soient ajoutés à la suite de la catégorie mentionnée au paragraphe précédent.

7.—Que les mots suivants soient ajoutés à la catégorie commençant par les mots "Commis Grade 2":

"Secrétaire des Echevins; Assistant-Maître de Poste; Gérant au Stade Municipal; Opérateurs du téléphone au télégraphe d'alarme, permanents au 1er mai, 1942."

8.—Que les mots "opérateurs de l'Aqueduc" soient enlevés de la catégorie commençant par les mots "Concierges, Inspecteurs".

9.—Que les mots suivants soient ajoutés à la catégorie "Aides séniors au Laboratoire":

"Electriciens au télégraphe d'alarme, permanents au 1er mai, 1942."

10.—Que les mots suivants soient ajoutés à la suite des mots "Opérateurs du télégraphe d'alarme" mentionnés dans la catégorie commençant par "Commis grade 1":

"permanents au 1er mai, 1942."

11.—Que les mots "secrétaire des services de la police et des incendies" mentionnés dans la catégorie commençant par "Commis, grade 1" soient remplacés par les mots: "Surveillant du personnel".

12.—Que les mots suivants soient ajoutés dans la catégorie commençant par "Comptable-adjoint du prix de revient":

Secrétaire des services de la police et des incendies" et "Chef-adjoint aux appropriations".

13.—Que la catégorie suivante soit ajoutée à la suite de la catégorie "Surintendant au télégraphe d'alarme":

"Directeur de la Piscine du Palais Montcalm, \$1,800. \$2,100. \$50."

14.—Que les mots "Enquêteur judiciaire" et "Secrétaire à l'Assistance publique" soient enlevés de la catégorie commençant par "Caisiers".

15.—Que la catégorie suivante soit ajoutée à la suite de celle commençant par "Caisiers":

"Enquêteur judiciaire \$1,800. \$2,800. \$100."

16.—Que les mots "Secrétaire à l'Assistance publique" soient ajoutés dans la catégorie commençant par "Payeur".

17.—Que les mots "Chefs-adjoints du Bureau de Placement, Chômage et Travaux" soient ajoutés à la catégorie "Chef des Détectives".

18.—Que les mots "Directeur du Palais Montcalm" soient ajoutés à la catégorie "Surintendants des Travaux publics pour les quartiers St-Jean Baptiste et Champlain".

"XV.—Temporary employees: Four months after the employment of a temporary employee, the Director of Services shall present a report to the Administrative Council and establish the necessity of the work of the said temporary employee and the latter shall undergo an examination as to his competency if he is to be maintained in functions as a regular employee."

4.—That the former section XV become section XVI.

5.—That the words "Ambulance men, ass't operators—aqueduct, watchmen of the aqueduct" be stricken off from the category of occupations beginning by "Ambulance men", and that the words "Chief of the Office of Employment, Unemployment and Works" be added thereto.

6.—That the words:

"Ambulance men. . . . \$1,000. \$1,400. \$100." be added after the category mentioned in the preceding paragraph.

7.—That the following words be added to the category beginning by "Clerks—grade 2":

"Secretary of the Aldermen; Ass't Post Master; Municipal Stadium Manager; Telephone operators of the alarm telegraph, permanent on May 1st, 1942."

8.—That the words "Aqueduct operators" be stricken off from the category beginning by the words "Janitors, Inspectors".

9.—That the following words be added to the category of "Senior helpers in the laboratory":

"Electricians for the alarm telegraph, permanent on May 1st, 1942."

10.—That the following words be added to the words "alarm telegraph operators" mentioned in the category beginning by "Clerks—grade 1":

"permanent on May 1st, 1942."

11.—That the words "Secretary for police and fire services" mentioned in the category beginning by "Clerks—grade 1" be replaced by the words: "Personel foreman".

12.—That the following words be added to the category beginning by "Ass't accountant—cost price":

"Secretary for police and fire departments" and "Ass't Chief for appropriations".

13.—That the following category be added after the category beginning by "Superintendent of the alarm telegraph":

"Director of the swimming pool at the Palais Montcalm, \$1,800. \$2,100. \$50."

14.—That the words "Judicial investigator" and "Secretary for Public Charities" be stricken off from the category beginning by "Cashiers".

15.—That the following category be added after that beginning by "Cashiers":

"Judicial investigator. . \$1,800. \$2,800. \$100."

16.—That the words "Secretary for Public Charities" be added to the category beginning by "Pay-master".

17.—That the words "Ass't Chief of the Employment, Unemployment and Works Office" be added to the category of "Chief of detectives".

18.—That the words "Director of the Palais Montcalm" be added to the category "Superintendent for public works for St. Jean Baptist and Champlain wards."

19.—Que la catégorie suivante soit ajoutée à la suite de celle commençant par "Ingénieur aux Travaux publics":

"Vérificateur-adjoint, \$3,000. \$3,300. \$100."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, ce 25 avril 1942. 931-0

19.—That the following category be added to that beginning by "Engineer for public works":

"Ass't auditor. . . . \$3,000. \$3,300. \$100."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Quebec, April 25, 1942. 931-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 17

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1657	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1657
ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Charette vs Viau.....	1675	Charette vs Viau.....	1675
Frew vs Joseph.....	1675	Frew vs Joseph.....	1675
ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:		ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:	
Tremblay vs Lavallée.....	1675	Tremblay vs Lavallée.....	1675
ASSURANCES:		INSURANCES:	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham.....	1675	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Eugène de Grantham.....	1675
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.....	1676	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.....	1676
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Circo Employees Securities Corporation.	1674	Circo Employees Securities Corporation.	1674
Larouche, commission scolaire de la paroisse.....	1673	Larouche, School Commission of the Parish.....	1673
Larouche, paroisse de.....	1673	Larouche, parish of.....	1673
L'Association de la Croix de Lorraine, Inc	1672	L'Association de la Croix de Lorraine, Inc	1672
L'Association de la Croix de Lorraine, Inc	1672	L'Association de la Croix de Lorraine, Inc	1672
L'Association des Employés Genest, Nadeau Limitée de Sherbrooke.....	1671	L'Association des Employés Genest, Nadeau Limitée de Sherbrooke.....	1671
Matane, ville de.....	1672	Matane, town of.....	1672
Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse de....	1674	Notre-Dame-de-la-Doré, parish of.....	1674
Saint-Ambroise, paroisse de.....	1674	Saint-Ambroise, parish of.....	1674
Taché, canton de.....	1674	Taché, township of.....	1674
Trois-Pistoles, paroisse de.....	1672	Trois-Pistoles, parish of.....	1672
BUREAU-CHEF:		CHIEF-OFFICE:	
The James Hodge Company Limited....	1676	The James Hodge Company Limited....	1676
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Automobiles de Louage Granby Limitée	1677	Automobiles de Louage Granby Limitée	1677
Clot Processes Limited.....	1677	Clot Processes Limited.....	1677
Chronicle-Telegraph Publishing Company, Limited.....	1677	Chronicle-Telegraph Publishing Company, Limited.....	1677
Parc St-Christophe Limitée.....	1676	Parc St-Christophe Limitée.....	1676
COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:		DAIRY INDUSTRY COMMISSION:	
Ordonnance N° C-42 (Correction).....	1677	Order No. C-42 (Correction).....	1677
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Bagamac Mines Ltd.....	1678	Bagamac Mines Ltd.....	1678
Berthier, ville de.....	1678	Berthier, town of.....	1678
Montréal, cité de.....	1678	Montreal, city of.....	1678

LETTRES PATENTES:

Cameo Converters Limited	1658
Central Supply & Service Co. Ltd.....	1659
Chez Irvon Limitée.....	1659
Classic Curtain Manufacturing Compa- ny Limited.....	1659
Classic Silk Underwear Incorporated....	1660
Club Au Rabasca.....	1660
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée— "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1661
Conseil Provincial Interdiocésain de Tem- pérance.....	1662
Frederick B. Locker Incorporated.....	1662
Gallia Building Inc.....	1662
Heroux Machine Parts Limited.....	1663
Industrial Production Services Ltd.....	1664
La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée	1665
Le Guilde des Regrattiers du Québec— The Quebec Regraters' Guild.....	1665
Leonore Sportswear Incorporated.....	1665
Les Industries Jacques Cartier Limitée— Jacques Cartier Industries Limited...	1666
Mahon Munitions Limited.....	1666
Sentinel Securities Limited.....	1667
The Abbey Co.....	1667

LETTERS PATENT:

Cameo Converters Limited.....	1658
Central Supply & Service Co. Ltd.....	1659
Chez Irvon Limitée.....	1659
Classic Curtain Manufacturing Compa- ny Limited.....	1659
Classic Silk Underwear Incorporated....	1660
Club Au Rabasca.....	1660
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée— "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1661
Conseil Provincial Interdiocésain de Tem- pérance.....	1662
Frederick B. Locker Incorporated.....	1662
Gallia Building Inc.....	1662
Heroux Machine Parts Limited.....	1663
Industrial Production Services Ltd.....	1664
La Compagnie d'Imprimerie d'Alma Ltée	1665
Le Guilde des Regrattiers du Québec— The Quebec Regraters' Guild.....	1665
Leonore Sportswear Incorporated.....	1665
Les Industries Jacques Cartier Limitée— Jacques Cartier Industries Limited...	1666
Mahon Munitions Limited.....	1666
Sentinel Securities Limited.....	1667
The Abbey Co.....	1667

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Publications Commerciales Françaises Ltée—French Commercial Publications Ltd.....	1667
Service Tooling Co. Ltd.....	1668

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Publications Commerciales Françaises Ltée—French Commercial Publications Ltd.....	1667
Service Tooling Co. Ltd.....	1668

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de l'Assom- ption de Notre-Dame de la Baie des Sables.....	1679
Société Coopérative Agricole de Baie-des- Sables.....	1679
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Clément.....	1680
Société Coopérative Agricole de Fulford.	1680
Société Coopérative Agricole de Pierre- ville.....	1680
Société Coopérative Agricole de Saint- Juste du Lac.....	1679
Société Coopérative Agricole des Produc- teurs de Lin de Kamouraska-Est.....	1679

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de l'Assom- ption de Notre-Dame de la Baie des Sables.....	1679
Société Coopérative Agricole de Baie-des- Sables.....	1679
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Clément.....	1680
Société Coopérative Agricole de Fulford.	1680
Société Coopérative Agricole de Pierre- ville.....	1680
Société Coopérative Agricole de Saint- Juste du Lac.....	1679
Société Coopérative Agricole des Produc- teurs de Lin de Kamouraska-Est.....	1679

MINISTÈRE DE LA VOIRIE:

Fermeture de chemins.....	1681
---------------------------	------

ROADS DEPARTMENT:

Roads closed.....	1681
-------------------	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Industrie de la construction de Québec..	1687
Industrie du meuble de Québec.....	1686
Métiers de barbier et coiffeur de Rouyn et Noranda.....	1687
Service de la police municipale de la cité de Québec.....	1687
Service des incendies de la cité de Québec	1688
Services municipaux de l'intérieur de la cité de Québec.....	1692
The Quebec Section of the Canadian Paint, Oil & Varnish Association.....	1689

DEPARTMENT OF LABOUR:

Construction industry of Quebec.....	1687
Furniture industry of Quebec.....	1686
Barber and hairdresser trades of Rouyn and Noranda.....	1687
Municipal police Department of the city of Quebec.....	1687
Fire Department of the city of Quebec..	1688
Interior municipal services of the city of Quebec.....	1692
The Quebec Section of the Canadian Paint, Oil & Varnish Association.....	1689

SOUMISSIONS:

Sherbrooke, cité de.....	1682
--------------------------	------

TENDERS:

Sherbrooke, city of.....	1682
--------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Black Lake, ville de.....	1668
Joliette, cité de.....	1671

SALES FOR TAXES:

Black Lake, town of.....	1668
Joliette, city of.....	1671

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Beauce:

Bouffard vs Bluteau 1683
 Morin *et al* vs Cloutier 1683

Chicoutimi:

Wells vs Gagnon 1683

Montréal:

Fielding vs Bevan *et vir* 1684
 Lasalle Builders Supply Limited vs Si-
 mard 1683

Québec:

North American Life Assurance Compa-
 ny vs Roy 1684
 Royer vs Champagne 1684

Terrebonne:

Viau vs Héritiers Mathias Ouimet 1685

932-o

SHERIFFS' SALES:

Beauce:

Bouffard vs Bluteau 1683
 Morin *et al* vs Cloutier 1683

Chicoutimi:

Wells vs Gagnon 1683

Montreal:

Fielding vs Bevan *et vir* 1684
 Lasalle Builders Supply Limited vs Si-
 mard 1683

Quebec:

North American Life Assurance Compa-
 ny vs Roy 1684
 Royer vs Champagne 1684

Terrebonne:

Viau vs Heirs of Mathias Ouimet 1685

932-o